



CONSEIL COMMUNAL DU 26 SEPTEMBRE 2019  
GEMEENTERAAD VAN 26 SEPTEMBER 2019

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Christian Grétry, *Président /Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Président/Voorzitter* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Bruno Collard,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s/Schepenen* ;  
Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine  
Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain,  
Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers*  
*communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Jeannine Crucifix, *Échevin-e/Schepen* ;  
Véronique Artus, Valérie Cops, Didier Molders, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers*  
*communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.09.2019/A/0001

**Secrétariat**

**Décès de Monsieur Vincent Molenberg - Hommage**

Le Conseil débute par une minute de silence en mémoire de Monsieur Vincent Molenberg.  
La parole est ensuite donnée à Madame Élise Willame, Monsieur Jeremy Van Gorp,  
Madame Vanessa Rigodanzo et Monsieur Didier Gosuin.  
Le Conseil prend acte du décès de Monsieur Vincent Molenberg, Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Overlijden van de Heer Vincent Molenberg - Eerbetoon**

De Raad zal beginnen met een minuut stilte voor de heer Vincent Molenberg.  
Het woord zal dan worden gegeven aan mevrouw Élise Willame, de Heer Jeremy Van  
Gorp, mevrouw Vanessa Rigodanzo en de Heer Didier Gosuin.  
De raad neemt akte van het overlijden van de Heer Vincent Molenberg, gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.06.2019 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.06.2019

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

**Secretariaat**

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 27.06.2019 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikels 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikels 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel voor het proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 27.06.2019 geod te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

**Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette	Articles Budgétaires
#002/18.06.2019/B/0100#	Espace Public	Achat d'une caméra de surveillance pour l'école du Centre - Approbation de la dépense	1160,57	100/74498
#002/18.06.2019/B/0101#	Espace Public	Achat de 2 caméras de surveillance pour le CS les Marronniers - Approbation de la dépense	1598,6	100/74498
#002/18.06.2019/B/0102#	Espace Public	Achat de vêtements des nouveaux ouvriers à la Voirie - Approbation de la dépense	2014,8	100/744.98

#002/18.06.2019/B/0103#	Espace Public	Achat de vêtements et équipements pour les ouvriers de la PP à la Voirie - Approbation de la dépense	656,68	100/744.98
#002/18.06.2019/B/0106#	Espace Public	Matériel pour carrosser l'espace devant le garage du Cimetière Communal - Approbation de la dépense	1304,5	100/744.98
#002/18.06.2019/B/0108#	Espace Public	Remplacement de blocs d'éclairage de secours au Centre Culturel - Approbation de la dépense	2059,23	100/724.60
#002/18.06.2019/B/0140#	Economat	Achat d'un présentoir pour le service "Activités parascolaires" – Approbation de la dépense.	243,18 € TVAC	100/74498
#002/18.06.2019/B/0141#	Economat	Fourniture de 20 ventilateurs sur pied pour l'école « Les Marronniers » – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	1000	722/74498
#002/18.06.2019/B/0156#	Environnement	Participation citoyenne - Marché de services « Élaboration, mise en place et suivi des dispositifs de participation citoyenne : accompagnement stratégique & animations » - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Approbation de la dépense et de la modification budgétaire - Désignation des firmes à consulter- report du 11/06/2019	108 900€	930/744.98
#002/25.06.2019/B/0040#	Espace Public	Acquisition d'une scie électrique pour les plombiers - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	443,76	138/744.51
#002/25.06.2019/B/0045#	Espace Public	Remplacement des vases d'expansions au Gymnasium - Approbation de la dépense	2524,85	100/74498

#002/25.06.2019/B/0058#	Informatique	Achat d'un serveur SAN supplémentaire pour permettre la réplication du stockage - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicateur.	38.720,00€ (tvac)	120/74253
#002/25.06.2019/B/0059#	Informatique	Achat de 3 tableaux blancs mat + 3 projecteurs ultra-courte focale + support mural + câblage + hauts-parleurs – livraison et installation – destinés à l'IAPS - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.	8191,7	722/74452 722/74451
#002/09.07.2019/B/0052#	Espace Public	Remplacement de l'agoraspace au Lambin - Travaux complémentaires	3673,56	764/725.60
#002/09.07.2019/B/0053#	Espace Public	Remplacement de tous les luminaires en "LED" à la pétanque Sainte-Anne - Approbation de la dépense	5977,7	100/724.60
#002/09.07.2019/B/0070#	Informatique	Achat d'un projecteur, écran, haut-parleur et speakerphone pour la maison communale - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.	1835,81	120/74253
#002/16.07.2019/B/0018#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour un steward - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1558,23	100/744.98
#002/16.07.2019/B/0021#	Espace Public	Achat de combinaisons jetables pour le service Voirie - Approbation de la dépense	201,1	100/744.98
#002/16.07.2019/B/0022#	Espace Public	Achat de matériel électrique pour l'entretien dans divers bâtiments - Approbation de la dépense	1353,95	100/724.60
#002/16.07.2019/B/0026#	Espace Public	Cogénération - mandat de travaux et suivi à Sibelga.	88330	100/724.60
#002/16.07.2019/B/0035#	Espace Public	Remplacement d'une sortie de secours à la crèche les Poneys - Approbation de la dépense	1759,84	722/724.60
#002/30.07.2019/B/0015#	Espace Public	Acquisition de ventilateurs pour les crèches - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Facturation	744,37	100/744.98

#002/30.07.2019/B/0017#	Espace Public	Marché de services - Réalisation de dessins et plans/obtention permis nécessaires à la rénovation de voirie - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	40000	421.735.60
#002/30.07.2019/B/0090#	Population - Etat civil	Désignation du fournisseur des vêtements de cérémonies pour le cimetière et le personnel des réceptions	9960	100 74498
#002/20.08.2019/B/0011#	Espace Public	Achat d'équipements pour les ouvriers de la Voirie (visières de protection) - Approbation de la dépense	1116,23	100/744.98
#002/20.08.2019/B/0013#	Espace Public	Acquisition de ventilateurs supplémentaires pour les crèches - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	266,2	100/744.98
#002/20.08.2019/B/0014#	Espace Public	Remplacement d'un échangeur à plaques solaire - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	950,74	100/724.60
#002/20.08.2019/B/0015#	Espace Public	Remplacement de l'étrier de frein du camion n°6 - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2083,64	136/745.52
#002/20.08.2019/B/0017#	Espace Public	Remplacement du camion n°44 (camion-compacteur pour le service propreté publique) - Rattachement à la centrale d'achat de l'Agence Régionale Propreté - Approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire	135.507,9 Euros TVAC	875/743.53
#002/20.08.2019/B/0018#	Espace Public	Réparation urgente de la marche arrière du camion n°8 - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1500,4	136/745.52
#002/27.08.2019/B/0006#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour les Stewards - Approbation de la dépense	2174,87	100/744.98

#002/27.08.2019/B/0017#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché de faible montant.	10500	722/74251
#002/27.08.2019/B/0043#	Petite Enfance	Crèches communales - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché de faible montant - Fixation des conditions.	11500	844/74451
#002/27.08.2019/B/0050#	Informatique	Installatie, implementatie en configuratiekosten voor de extra SAN server om Storage replicatie in te schakelen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - aanduiding van de opdrachtgever.	3.327,50€ (tvac)	120/74253
#002/03.09.2019/B/0003#	Espace Public	Achat d'extincteurs pour divers bâtiments communaux - Approbation de la dépense	2254,23	100/724.60
#002/03.09.2019/B/0004#	Espace Public	Acquisition d'un pulvérisateur pour le Plan Vert - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	6425,28	766/744.51
#002/03.09.2019/B/0005#	Espace Public	Acquisition de poubelles pour le CS Marronniers - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3349,28	100/744.98
#002/03.09.2019/B/0009#	Espace Public	Remplacement de 4 boilers électriques à l'IAPS - Approbation de la dépense	696,3	100/744.98
#002/03.09.2019/B/0010#	Espace Public	Remplacement de divers robinets et éviers à l'IAPS - Approbation de la dépense	2668,16	100/74498
#002/03.09.2019/B/0042#	Sport	Achat de 20 chaises pour le Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	620,73	764/744.51

#002/10.09.2019/B/0009#	Espace Public	Remplacement urgent du filtre à particules du véhicule n°34 (véhicule pour le placement des interdictions de stationner) - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1936,5	136/745.52
#002/10.09.2019/B/0057#	Informatique	Aankoop van informaticamateriaal (1 server rack 27U, 3 patch panelen, 3 kabelpanelen, 14 stroomkabels, 2 stroomunits voor rack, 2 verticale kabelgoten en 1 montagekit) voor de servers in het oude serverlokaal van de politie op de verdieping 0. Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur te kiezen - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - aanduiding van de opdrachtgever.	1911,8	120/74253

**PREND ACTE :**

- de la passation des marchés de moins de 144.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

**Secretariaat**

**Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.**

**DE RAAD,**

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/18.06.2019/B/0100#	Publieke Ruimte	Aankoop van 1 bewakingscamera voor CS "école du Centre - Goedkeuring van de uitgave	1160,57	100/74498
#002/18.06.2019/B/0101#	Publieke Ruimte	Aankoop van 2 bewakingscamera's voor CS les Marronniers - Goedkeuring van de uitgave	1598,6	100/74498

#002/18.06.2019/B/0102#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de nieuwe arbeiders van de Wegenis - Goedkeuring van de uitgave	2014,8	100/744.98
#002/18.06.2019/B/0103#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij en uitrustingen voor de arbeiders van de openbare netheid van de Wegenis - Goedkeuring van de uitgave	656,68	100/744.98
#002/18.06.2019/B/0106#	Publieke Ruimte	Materiaal op de ruimte voor de garage van de Gemeentelijke Begraafplaats berijdbaar te maken - Aanduiding van de aanbesteder	1304,5	100/744.98
#002/18.06.2019/B/0108#	Publieke Ruimte	Vervanging van noodverlichtingsblokken in het Cultureel Centrum - Goedkeuring van de uitgave	2059,23	100/724.60
#002/18.06.2019/B/0140#	Aankoopdienst	Aankoop van een eenzijdige display voor de dienst "Buitenschoolse activiteiten" - Goedkeuring van de uitgave.	243,18 € TVAC	100/74498
#002/18.06.2019/B/0141#	Aankoopdienst	Levering van 20 ventilatoren op voet voor de school "Les Marronniers" - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	1000	722/74498
#002/18.06.2019/B/0156#	Leefmilieu	Burgerparticipatie - Overheidsopdracht voor diensten "Ontwikkeling, implementatie en monitoring van burgerparticipatieregelingen: strategische ondersteuning & animaties" - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van uitgave en begrotingswijziging - Aanwijzing van de te raadplegen firma's	108 900€ (36 300€ par an, sur 3 ans)	930/744.98
#002/25.06.2019/B/0040#	Publieke Ruimte	Aankoop van een elektrische zaag voor de loodgieters - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	443,76	138/744.51



#002/25.06.2019/B/0045#	Publieke Ruimte	Vervanging van de expansievaten in het Gymnasium - Goedkeuring van de uitgave	2524,85	100/74498
#002/25.06.2019/B/0058#	Informatica	Aankoop van een extra SAN server om Storage replicatie in te schakelen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - aanduiding van de opdrachtgever.	38.720,00€ (tvac)	120/74253
#002/25.06.2019/B/0059#	Informatica	Aankoop van 3 witte borden + 3 projectoren ultra short + muur fixeersysteem+ bekabeling + luidsprekers - levering en installatie - bestemming : scholen - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdrachtgever.	8191,7	722/74452 722/74451
#002/09.07.2019/B/0052#	Publieke Ruimte	Vervanging van de agoraspace in de Lambinwijk - Bijkomende werken	3673,56	764/725.60
#002/09.07.2019/B/0053#	Publieke Ruimte	Vervanging van alle lichten in "LED" van de petanque Sint-Anna- Goedkeuring van de uitgave	5977,7	100/724.60
#002/09.07.2019/B/0070#	Informatica	Aankoop van een projector, scherm, luidspreker en speakerphone voor het gemeentebestuur - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdrachtgever.	1835,81	120/74253
#002/16.07.2019/B/0018#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor een steward - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1558,23	100/744.98
#002/16.07.2019/B/0021#	Publieke Ruimte	Aankoop van wegwerpbare werkkledij voor de dienst Wegenis - Goedkeuring van de uitgave	201,1	100/744.98
#002/16.07.2019/B/0022#	Publieke Ruimte	Aankoop van elektrisch materiaal voor het onderhoud in verschillende gebouwen - Goedkeuring van de uitgave	1353,95	100/724.60
#002/16.07.2019/B/0026#	Publieke Ruimte	Aansluiting van een warmtekrachtkoppeling	88330	100/724.60
#002/16.07.2019/B/0035#	Publieke Ruimte	Vervanging van een nooduitgang in de kribbe "Les Poneys" - Goedkeuring van de uitgave	1759,84	722/724.60

#002/30.07.2019/B/0015#	Publieke Ruimte	Aankoop van ventilators voor de kribben - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Facturatie	744,37	100/744.98
#002/30.07.2019/B/0017#	Publieke Ruimte	Weg-voetpadrenovatie/Vergunning verlenen - Opdracht per onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	40000	421.735.60
#002/30.07.2019/B/0090#	Bevolking - Burgerlijke stand	Gunning van de leveringsopdracht betreffende ceremoniële kleding voor de begraafplaats en voor het receptiepersoneel	9960	100 74498
#002/20.08.2019/B/0011#	Publieke Ruimte	Aankoop van uitrusting voor de arbeiders van de Wegenis (beschermende vizieren) - Goedkeuring van de uitgave	1116,23	100/744.98
#002/20.08.2019/B/0013#	Publieke Ruimte	Aankoop van bijkomende ventilators voor de kribben - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	266,2	100/744.98
#002/20.08.2019/B/0014#	Publieke Ruimte	Vervanging van een wisselaar op zonnepanelen - Overheidsopdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	950,74	100/724.60
#002/20.08.2019/B/0015#	Publieke Ruimte	Vervanging van de remklauw van de vrachtwagen n°6 - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	2083,64	136/745.52

#002/20.08.2019/B/0017#	Publieke Ruimte	Vervanging van de vrachtwagen n°44 (vuilniswagen voor de dienst netheid) - Aansluiting aan de aankoop centrale van het gewestelijk agentschap netheid - Goedkeuring van de uitgave - Benoeming van de opdrachtgever	135.507,9 Euros TVAC	875/743.53
#002/20.08.2019/B/0018#	Publieke Ruimte	Herstelling van de achteruitversnelling van de vrachtwagen n°8 - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1500,4	136/745.52
#002/27.08.2019/B/0006#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de Stewards - Goedkeuring van de uitgave	2174,87	100/744.98
#002/27.08.2019/B/0017#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra - aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - overheidsopdracht van beperkte waarde	10500	722/74251
#002/27.08.2019/B/0043#	Peuterzorg	Gemeentelijke kribben - aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - overheidsopdracht van beperkte waarde - vastlegging van de voorwaarden	11500	844/74451
#002/27.08.2019/B/0050#	Informatica	Installatie, implementatie en configuratiekosten voor de extra SAN server om Storage replicatie in te schakelen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - aanduiding van de opdrachtgever.	3.327,50€ (tvac)	120/74253
#002/03.09.2019/B/0003#	Publieke Ruimte	Aankoop van brandblusapparaten voor verschillende gemeentelijke gebouwen - Goedkeuring van de uitgave	2254,23	100/724.60
#002/03.09.2019/B/0004#	Publieke Ruimte	Aankoop van een sproeitoestel voor de Groendienst - Overheidsopdracht voor leveringen met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	6425,28	766/744.51

#002/03.09.2019/B/0005#	Publieke Ruimte	Aankoop van vuilnisbakken voor sc Marronniers - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	3349,28	100/744.98
#002/03.09.2019/B/0009#	Publieke Ruimte	Aankoop van 4 elektrische boilers voor IAPS - Goedkeuring van de uitgave	696,3	100/744.98
#002/03.09.2019/B/0010#	Publieke Ruimte	Vervanging van verschillende kranen en spoelbakken in "IAPS" - Goedkeuring van de uitgave	2668,16	100/74498
#002/03.09.2019/B/0042#	Sport	Aankoop van 20 stoelen voor het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	620,73	764/744.51
#002/10.09.2019/B/0009#	Publieke Ruimte	Dringende vervanging van de deeltjesfilter van het voertuig n°34 (voertuig voor het plaatsen van parkeerverbodsborden) - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1936,5	136/745.52
#002/10.09.2019/B/0057#	Informatica	Aankoop van informaticamateriaal (1 server rack 27U, 3 patch panelen, 3 kabelpanelen, 14 stroomkabels, 2 stroomunits voor rack, 2 verticale kabelgoten en 1 montagekit) voor de servers in het oude serverlokaal van de politie op de verdieping 0. Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur te kiezen - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - aanduiding van de opdrachtgever.	1911,8	120/74253

**NEEM AKTE:**

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 144.000€ exclusief btw geraand wordt;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte

omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

26.09.2019/A/0004

**Secrétariat**

**Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage d'une marche pour l'asbl ' Le fonds Victor' dans la forêt de Soignes le 1er septembre
2. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire du Foodtruck Remorcoeurs au Rouge-Cloître le 1er septembre 2019
3. Arrêté du Bourgmestre autorisant la vente de produits officiels du Tour de France 2019
4. Arrêté de Bourgmestre autorisant le cactus club à ouvrir une terrasse à l'occasion du Tour de France
5. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation de vélos ludiques ' Le grand huit' sur le parking du carrefour
6. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
7. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'organisation des fêtes d'Auderghem, les 22 et 23 juin 2019
8. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'organisation d'un barbecue rue Huygens, le 30 juin 2019
9. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'organisation d'une guinguette le dimanche 7 juillet
10. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation de la voie publique par le Saint-Paul pour agrandir leur terrasse le 7 juillet 2019
11. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation de la voie par L'Arrosoir pour agrandir leur terrasse le 7 juillet 2019
12. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
13. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
14. Arrêté de Bourgmestre autorisant la boucherie Alain à occuper la voie publique pour installer un stand de vente de sandwiches à l'occasion du passage du Tour de France, le 7 juillet 2019
15. Arrêté de Bourgmestre autorisant le restaurant « Saint-Paul » à occuper la voie publique pour agrandir leur terrasse à l'occasion du passage du Tour de France le 7 juillet 2019
16. Arrêté de Bourgmestre autorisant le restaurant Biblos à occuper la voie publique pour y installer une terrasse à l'occasion du passage du Tour de France, le 7 juillet 2019
17. Arrêté de Bourgmestre autorisant le restaurant Papou à occuper la voie publique pour y installer une terrasse à l'occasion du passage du Tour de France, le 7 juillet

2019

18. Arrêté de Bourgmestre autorisant le glacier Kawa à occuper la voie publique pour agrandir leur terrasse à l'occasion du passage du Tour de France, le 7 juillet 2019
19. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'établissement le Villance à occuper la voie publique pour agrandir leur terrasse à l'occasion du passage du Tour de France, le 7 juillet 2019
20. Arrêté de Bourgmestre autorisant une fête des voisins avec barbecue avenue Ernest Claes le 15 septembre 2019
21. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'organisation de la nuit des chauves-souris le samedi 24 août 2019
22. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue rue des Néfliers, le vendredi 30 août 2019 de 18h00 à 24h00
23. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage sur le territoire auderghemois de la 8e édition de l' Ecotrail de Bruxelles prévu le samedi 7 septembre 2019 ainsi qu'une assistance policière pour cette même course
24. Arrêté du Bourgmestre autorisant un accompagnement policier pour un cortège à l'occasion des 100 ans de l'unité scoute de Sainte-Anne le 29 septembre de 12h30 à 13h00
25. Arrêté du Bourgmestre autorisant le placement temporaire d'une structure pyramidale pour l'unité Scoute de Sainte-Anne du 24 août au 27 septembre 2019
26. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête de quartier avec barbecue, Avenue Charles Madoux, le dimanche 8 septembre 2019 de 9h00 à 17h00
27. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'ouverture exceptionnelle du magasin « Carrefour Planet Auderghem» situé Boulevard du Souverain 240, le dimanche 10 novembre 2019
28. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
29. Arrêté de Bourgmestre autorisant des courses à pied le dimanche 29 septembre 2019
30. Arrêté de Bourgmestre autorisant un barbecue et l'installation d'un Food Truck à l'occasion de la brocante rue de la Vignette le 8 septembre 2019
31. Arrêté de Bourgmestre autorisant un barbecue dans le quartier Parc des Princes, le 1er septembre 2019
32. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 222821
33. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 222912
34. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168926
35. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 222808
36. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 153486
37. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 221904
38. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 218357
39. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 223660
40. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 223957
41. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 217154
42. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 220737
43. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 221904
44. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 224960
45. Autorisation du gestionnaire de voirie : AB CC-BC-SD-2019-001
46. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 216537
47. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 226557
48. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 225752
49. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 226467

50. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 225822
51. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 221904
52. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 227067
53. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 225630
54. Autorisation du gestionnaire de voirie : CC/BC/SD/2019/001
55. Autorisation du gestionnaire de voirie : CC/BC/SD/2019/002
56. Autorisation du gestionnaire de voirie : CC/BC/SD/2019/003
57. Autorisation du gestionnaire de voirie : CC/BC/SD/2019/004
58. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 229490
59. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 229883
60. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 230211
61. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 183305
62. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168955
63. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 216537
64. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 228648
65. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 225456
66. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 228166
67. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 228778
68. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 211528

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

#### **Secretariaat**

#### **Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW**

#### **DE RAAD :**

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester dat het loop voor de vzw ‘ Le fonds Victor’ in de Zoniënwood op 1 september 2019 toelaat
2. Besluit van de Burgemeester dat tijdelijke installatie van het foodtruck ‘ Remorcoeurs’ in het Rood Klooster op 1 september toelaat
3. Besluit van de Burgemeester dat de verkoop van officiële producten van Tour de France 2019 toelaat
4. Besluit van de Burgemeester dat de cactus club om haar terras te openen ter gelegenheid van Tour de France toelaat
5. Besluit van de Burgemeester dat de installation van leuke fietsen op parking van Carrefour toelaat
6. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
7. Besluit van de Burgemeester toestemmende de organisatie van de feesten van Oudergemde, de 22 en 23 juni 2019
8. Besluit van de Burgemeester toestemmende de organisatie van een barbecue Huygens straat, de 30 juni 2019
9. Besluit van de Burgemeester die de organisatie van een « guinguette » op 7 juli toelaat
10. Besluit van de Burgemeester die de bezetting van openbare weg door de Le Saint-Paul toelaat om hun terras te vergroten op 7 juli 2019

11. Besluit van de Burgemeester die de bezetting van openbare weg door de L'Arrosoir toelaat om hun terras te vergroten op 7 juli 2019
12. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
13. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
14. Besluit van de Burgemeester toestemmende de Alain-slager om de openbare weg te bezetten om een broodjesverkoopstand te installeren tijdens de Tour de France, 7 juli 2019
15. Besluit van de Burgemeester toestemmende het restaurant "Saint-Paul" om de openbare weg te bezetten om hun terras te vergroten ter gelegenheid van de passage van de Tour de France op 7 juli 2019
16. Besluit van de Burgemeester toestemmende het restaurant Biblos om de openbare weg te bezetten om een terras te installeren ter gelegenheid van de passage van de Tour de France, 7 juli 2019
17. Besluit van de Burgemeester toestemmende het Papou-restaurant om de openbare weg te bezetten om een terras te installeren ter gelegenheid van de passage van de Tour de France, 7 juli 2019
18. Besluit van de Burgemeester toestemmende de Kawa-gletsjer om de openbare weg te bezetten om hun terras te vergroten ter gelegenheid van de passage van de Tour de France, 7 juli 2019
19. Besluit van de Burgemeester toestemmende de oprichting Villance om de openbare weg te bezetten om hun terras te vergroten ter gelegenheid van de passage van de Tour de France, 7 juli 2019
20. Besluit van de Burgemeester toestemmende een feest van burens met barbecue Ernest Claes laan op 15 september 2019
21. Besluit van de Burgemeester van de vleermuizennacht op zaterdag 24 augustus 2019 toelaat
22. Besluit van de burgemeester dat een feest van burens met barbecue mispelaarsstraat op vrijdag 30 augustus 2019 van 18:00 tot 24:00 toelaat
23. Besluit van de burgemeester die de doorloop op Oudergem van de achtste editie van de Ecotrail Brussel op zaterdag 7 september 2019 en een politie-bijstand voor Ecotrail toelaat
24. Besluit van de burgemeester die op 29 september van 12.30 tot 13.00 uur een politiebegeleiding voor een stoet ter gelegenheid van 100 jaren van de Sainte-Anne Scout-eenheid toelaat
25. Besluit van de burgemeester die de tijdelijke installatie van een piramidestructuur voor de Scout-eenheid van Sainte-Anne van 24 augustus tot 27 september 2019 toelaat
26. Besluit van de Burgemeester date en buurt feest met barbecue, Madouxlaan op zondag 8 september van 9.00 tot 17.00 uur toelaat
27. Besluit van de Burgemeester dat de uitzonderlijke opening van het winkel "Carrefour Planet" op 10 november 2019 toelaat
28. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
29. Besluit van de Burgemeester toestemmende de organisatie van de rennen op voet op zondag 29 september 2019
30. Besluit van de Burgemeester toestemmende een barbecue en het installatie van een Food Truck voor de brocante Vignettestraat op de 8 septembre 2019
31. Besluit van de Burgemeester toistemende en barbeu in het Parc des Princes gebied, op de 1ste september 2019



32. Vergunning van de beheerder : B1 222821
33. Vergunning van de beheerder : B1 222912
34. Vergunning van de beheerder : B1 168926
35. Vergunning van de beheerder : B1 222808
36. Vergunning van de beheerder : B1 153486
37. Vergunning van de beheerder : B1 221904
38. Vergunning van de beheerder : B1 218357
39. Vergunning van de beheerder : B1 223660
40. Vergunning van de beheerder : B1 223957
41. Vergunning van de beheerder : B1 217154
42. Vergunning van de beheerder : B1 220737
43. Vergunning van de beheerder : B1 221904
44. Vergunning van de beheerder : B1 224960
45. Vergunning van de beheerder : AB CC-BC-SD-2019-001
46. Vergunning van de beheerder : B1 216537
47. Vergunning van de beheerder : B1 226557
48. Vergunning van de beheerder : B1 225752
49. Vergunning van de beheerder : B1 226467
50. Vergunning van de beheerder : B1 225822
51. Vergunning van de beheerder : B1 221904
52. Vergunning van de beheerder : B1 227067
53. Vergunning van de beheerder : B1 225630
54. Vergunning van de beheerder : CC/BC/SD/2019/001
55. Vergunning van de beheerder : CC/BC/SD/2019/002
56. Vergunning van de beheerder : CC/BC/SD/2019/003
57. Vergunning van de beheerder : CC/BC/SD/2019/004
58. Vergunning van de beheerder : B1 229490
59. Vergunning van de beheerder : B1 229883
60. Vergunning van de beheerder : B1 230211
61. Vergunning van de beheerder : B1 183305
62. Vergunning van de beheerder : B1 168955
63. Vergunning van de beheerder : B1 216537
64. Vergunning van de beheerder : B1 228648
65. Vergunning van de beheerder : B1 225456
66. Vergunning van de beheerder : B1 228166
67. Vergunning van de beheerder : B1 228778
68. Vergunning van de beheerder : B1 211528

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

26.09.2019/A/0005

**Secrétariat**

**Election du suppléant du Président du Conseil communal.**

Le Conseil,

Vu l'article 8bis de la Nouvelle loi communale;

Revu la délibération 002/26.09.2019/A/0001 portant sur le décès de Monsieur Vincent Molenberg - Hommage;

Revu la délibération 002/06.12.2018/A/0046 portant sur l'élection du suppléant du Président du Conseil communal.

Le Président déclare que le Conseil va procéder parmi ses membres à l'élection d'un suppléant au président du conseil communal. L'élection a lieu au scrutin secret, et à la majorité absolue ;

Un acte de présentation pour le mandat de suppléant au Président du conseil communal au nom de Monsieur Grétry a été reçu le 24.09.2019 par le Secrétaire communal ;

Le Président déclare le scrutin ouvert pour le mandat de suppléant au Président du Conseil. Il est procédé au scrutin secret qui donne le résultat suivant :

- 22 voix pour

Monsieur Grétry est par conséquent élu Président suppléant du Conseil.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

---

### **Secretariaat**

#### **Verkiezing van de plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad.**

De Raad,

Gelet op artikel 8bis van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op zijn beraadslaging 002/26.09.2019/A/0001 houdende Overlijden van de Heer Vincent Molenberg - Eerbetoon;

Gelet op zijn beraadslaging 002/06.12.2018/A/0046 houdende Verkiezing van de plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad.

De Voorzitter verklaart dat de Raad, binnen zijn leden een plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad zal aanwijzen.

De verkiezing is geheim en een absolute meerderheid is vereist.

Een voordrachtsakte voor het mandaat van plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad op naam van De heer Christian Grétry werd ontvangen om 24.09.2019 door de gemeentesecretaris.

De Voorzitter verklaart de stemming open voor het mandaat van plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad;

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming die het volgend resultaat oplevert :

- 22 stemmen voor

De heer Grétry is bijgevolg verkozen tot plaatsvervanger Voorzitter van de gemeenteraad.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

---

**Conseil communal - règlement d'ordre intérieur - modifications**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 91;

DECIDE :

de modifier comme suit son règlement d'ordre intérieur :

Article 54quater

Le Conseil communal invite, une fois par an, les présidents d'ASBL ou d'associations de fait communales qui ont reçu un subside communal **d'au minimum 1.500 euros** pour qu'ils présentent le dernier rapport d'activités de leurs organismes en séance publique du Conseil communal.

La présente délibération sera envoyée en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

---

**Secretariaat****Gemeenteraad - huishoudelijk reglement - wijzigingen**

DE RAAD,

Gelet op artikel 91 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

zijn huishoudelijk reglement als volgt te wijzigen:

Artikel 54quater

De gemeenteraad nodigt, één keer per jaar, de voorzitters uit van de gemeentelijke vzw's of feitelijke verenigingen genietende van een gemeentelijke toelage **ten waarde van minstens 1.500 €** opdat zij er het laatste activiteitenverslag van hun instellingen zouden voorstellen tijdens een openbare zitting van de gemeenteraad.

Deze beraadslaging wordt in dubbel exemplaar verzonden naar de minister-president van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

---

**Désignation des représentants de la commune au sein de l'asbl "ALE Auderghem" - Modification**

Le Conseil Communal

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu les articles 8 et 8bis de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu les statuts de l'association sans but lucratif "Agence locale pour l'Emploi d'Auderghem" adoptés par le Conseil Communal en séance du 3 mars 1995, notamment l'article 5;

Revu sa délibération 002/28.02.2019/A/0006 portant Désignation des représentants de la

commune au sein de l'asbl "ALE Auderghem".

Considérant ce qui suit :

Il appartient à la commune de désigner 8 des 16 associés appelés à composer l'association sans but lucratif précitée.

Cette désignation doit se faire suivant la proportion entre la majorité et la minorité.

Le Conseil d'Administration de l'asbl n'a pas encore été installé.

La fin de l'empêchement de Monsieur le Bourgmestre a vu une nouvelle répartition des compétences au sein du Collège, Monsieur Didier Gosuin étant désormais en charge de l'Emploi, il est opportun qu'il représente la commune au sein de l'ALE en lieu et place de Madame Florence Couldrey, précédemment désignée.

Il n'y a pas d'autre changement parmi les représentants de la commune au sein de l'asbl "ALE d'Auderghem".

DECIDE

de désigner Monsieur Didier Gosuin en remplacement de Madame Florence Couldrey au sein de l'asbl "ALE d'Auderghem"

La présente délibération sera transmise d'une part sous forme de bref exposé à Monsieur le Minsitre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux et d'autre part in extenso à l'Agence Locale pour l'Emploi d'Auderghem asbl.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

---

### **Secretariaat**

### **Aanduiding van de vertegenwoordigers van de gemeente in de P.W.A. van Oudergem V.Z.W. - Wijziging**

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op art.117 ;

Gelet op artikelen 8 en 8bis van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschapelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op de statuten van de V.Z.W. "Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Oudergem", goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 3 maart 1995 inzonderheid op artikel 5;

Gelet op zijn beraadslaging 002/28.02.2019/A/0006 houdende Aanduiding van de vertegenwoordigers van de gemeente in de P.W.A. van Oudergem V.Z.W.;

Overwegende wat volgt

De Gemeente toekomt om acht van de zestien leden te benoemen om de voornoemde V.Z.W.;

Deze benoeming dient evenvoudig te gebeuren volgens de verhoudin tussen meerderheid en minderheid;

De raad van bestuur van de vereniging is nog niet opgericht.

Het einde van de verhindering van de Burgemeester heeft geleid tot een nieuwe verdeling van de bevoegdheden binnen het Schepencollege, waarbij de heer Didier Gosuin nu verantwoordelijk is voor de werkgelegenheid, is het gepast dat hij de gemeente in de PWA vertegenwoordigt in plaats van mevrouw Florence Couldrey, die eerder was benoemd.

Er is geen andere verandering bij de vertegenwoordigers van de gemeente binnen de vzw "P.W.A. van Oudergem".

BESLIST

de heer Didier Gosuin te benoemen ter vervanging van mevrouw Florence Couldrey binnen de vzw "ALE d'Auderghem".

Deze beraadslaging zal, enerzijds in de vorm van een bondige uiteenzetting, overgemaakt

worden aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds in extenso aan de P.W.A. van Oudergem V.Z.W.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0008

**Secrétariat**

**Caméra piétons / Bodycams : accord de principe**

Le Conseil,

Vu la directive 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données ;

Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu les articles 25/1 et suivants de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu la demande introduite par le Chef de Corps de la zone de Police de UCCLE / WATERMAEL-BOITSFORT / AUDERGHEM le 20 février 2019 ;

Attendu que les articles 25/1 et suivants de la loi sur la fonction de police règlent l'installation et l'utilisation de caméras de manière visible par les services de police ;

Attendu que la zone de police souhaite équiper les membres de son personnel de caméras – piétons (bodycams) ;

Attendu que par l'utilisation de ces caméras, la zone de police souhaite atteindre les objectifs suivants :

- enregistrer les conditions de déroulement d'une intervention ;
- améliorer le rendre-compte de ses interventions à l'égard des autorités de police administrative et judiciaire ainsi que dans le cadre des plaintes à son encontre ;
- apaiser les relations entre les intervenants policiers et leurs interlocuteurs selon le principe de la désescalade en informant préalablement ces derniers de l'enregistrement de leurs faits, gestes, propos, ... ;
- accroître la sécurité des fonctionnaires de police ;
- réduire le nombre de faits de violence, ainsi que le nombre de plaintes non fondées à l'encontre de la police ;
- augmenter la qualité et étayer les constatations d'infractions en augmentant le recours à des constatations matérielles ;
- renforcer le professionnalisme des interventions policières.

Attendu qu'un service de police peut installer et utiliser des caméras sur le territoire qui ressort de sa compétence, après autorisation préalable de principe du conseil communal, lorsqu'il s'agit d'une zone de police locale ;

Attendu que la demande d'autorisation doit préciser le type de caméras, les finalités pour

lesquelles les caméras vont être installées ou utilisées, ainsi que leurs modalités d'utilisation ;

Attendu que cette demande tient compte d'une analyse d'impact et de risques au niveau de la protection de la vie privée et au niveau opérationnel, notamment quant aux catégories de données à caractère personnel traitées, à la proportionnalité des moyens mis en œuvre, aux objectifs opérationnels à atteindre et à la durée de conservation des données nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Attendu que les caméras seront de type « caméras mobiles » et pourront enregistrer les données suivantes :

- les images (vidéo et photo) et les sons captés par les caméras individuelles utilisées par les membres du cadre opérationnel dans les circonstances et pour les finalités prévues ;
- les métadonnées liées à ces images/sons :
  - le jour et les plages horaires d'enregistrement ;
  - l'identification indirecte du membre du cadre opérationnel porteur de la caméra lors de l'enregistrement des données ;
  - le lieu où ont été collectées les données (géolocalisation durant l'enregistrement).

Attendu que la zone de police a procédé à une analyse d'impact conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Attendu que cette analyse d'impact a été validée par le Data Protection Officer (DPO) de la zone de police ;

Attendu que la loi sur la fonction de police détermine le cadre légal d'utilisation, les missions et circonstances pour lesquelles ces caméras peuvent être déployées, ainsi que les modalités d'accès et de conservation des données ;

Attendu que les informations et données à caractère personnel collectées au moyen de caméras, sont enregistrées et conservées pour une durée n'excédant pas douze mois à compter de leur enregistrement ;

Attendu que l'accès à ces données à caractère personnel et informations est autorisé pendant une période d'un mois à compter de leur enregistrement, à condition qu'il soit motivé sur le plan opérationnel et nécessaire pour l'exercice d'une mission précise ;

Considérant que les législations applicables en ce qui concerne le recours à des caméras mobiles de type « bodycams » sont :

- La Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel
- La Loi sur la Fonction de Police du 05 août 1992

Attendu que les personnes de la zone de police autorisées à accéder aux données dans la limite de leurs attributions respectives, ont seuls accès aux données et informations stockées :

- Les membres du cadre opérationnel pour la rédaction des procès-verbaux (aide à la rédaction). Dans ce cadre, seuls les collègues directement concernés par l'intervention et/ou la rédaction des procédures judiciaires liées directement à cette intervention, pourront consulter uniquement les données relatives à cette seule intervention dans le cadre de la rédaction des procès-verbaux.

- le chef de Corps, ainsi que les membres de la zone de police individuellement désignés et habilités par le chef de Corps. (fonction de bodycam protection officers – BPO).

Ces personnes (les BPO) sont seules habilitées à procéder à l'extraction des données et informations pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation ou de pédagogie des membres du personnel.

Les membres du contrôle interne ne peuvent visionner de manière proactive les enregistrements ainsi effectués. L'accès à ces enregistrements est soumis à une autorisation préalable individuelle nominative, sous la forme d'un mandat du Chef de Corps (pour les procédures non-disciplinaires) ou de l'autorité disciplinaire compétente, pour une procédure donnée et relative à des faits spécifiques ayant fait l'objet d'un enregistrement. L'accès des membres du service informatique ne peut que poursuivre un objectif technique, à savoir rendre notamment possible à ceux qui ont droit à accéder aux données enregistrées, l'accès effectif à celles-ci.

- le DPO pour les missions qui le concernent dans le cadre du suivi et du contrôle des activités de traitement.

Les droits d'accès prévus dans la présente note ne portent pas préjudice aux autres possibilités d'accès prévues par des dispositions légales spécifiques que ce soit dans le cadre d'une procédure judiciaire ou des missions dévolues aux organes de contrôle externe.

- le Comité permanent P[1]
- l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale [2].
- les autorités judiciaires

En d'autres termes, les enregistrements peuvent être également mis à disposition de ces institutions dans le cadre des procédures qui leurs sont propres.

Attendu qu'après le premier mois de conservation, l'accès à ces données à caractère personnel et informations n'est possible que pour des finalités de police judiciaire et moyennant une décision écrite et motivée du procureur du Roi ;

Attendu que la zone de police procédera à l'enregistrement du traitement des données et des finalités dans le registre de traitement de la police intégrée ;

Attendu que ce traitement est soumis à un contrôle externe par le biais de l'Organe de contrôle de l'information policière ;

Attendu que l'autorisation délivrée par le Conseil communal fera l'objet d'une information de la population par le biais des canaux de communication de la zone de police ainsi que par l'administration communale ;

Attendu que l'utilisation de ces caméras mobiles n'est autorisée que de manière visible ;

Attendu que les enregistrements par le biais de ces caméras sont systématiquement précédés d'un avertissement oral par les membres du cadre opérationnel des services de police ;

Attendu que le type de caméra, les finalités et les modalités d'utilisation ont été concertées au sein du Comité de Concertation de Base de la zone de police ;

DECIDE

d'autoriser la zone de police de UCCLÉ / WATERMAEL-BOITSFORT / AUDERGHEM (ZP5342) à faire usage de caméras-piétons (bodycams).

d'autoriser le type de caméra souhaité, à savoir des caméras mobiles portées de manière visible et permettant notamment l'enregistrement vidéo et audio ainsi que la prise de

photographies.

d'autoriser les finalités suivantes :

- prévenir, constater, déceler des infractions ou des incivilités sur la voie publique, ou y maintenir l'ordre public ;
- rechercher les crimes, les délits et les contraventions, en rassembler les preuves, en donner connaissance aux autorités compétentes, en saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité compétente les auteurs, de la manière et dans les formes déterminées par la loi ;
- transmettre aux autorités compétentes le compte rendu des missions de police administrative et judiciaire ainsi que les renseignements recueillis à cette occasion ;
- recueillir l'information de police administrative visée à l'article 44/5, § 1er, alinéa 1er, 2° à 6° de la loi sur la fonction de police. En ce qui concerne l'article 44/5, § 1er, alinéa 1er, 5°, cette utilisation ne peut en outre être autorisée qu'à l'égard des catégories de personnes visées aux articles 18, 19 et 20 de la loi sur la fonction de police ;
- gérer les plaintes dans le cadre judiciaire et/ou administratif, et disciplinaire y afférent ;
- permettre des finalités didactiques et pédagogiques dans le cadre de la formation des membres des services de police après anonymisation ;
- garantir le bien-être du personnel (par le biais notamment de l'exécution d'analyses de risques et le retour d'expériences), dans le cadre des accidents de travail.

d'autoriser l'utilisation des dites caméras selon les modalités suivantes :

- L'utilisation est effectuée de manière exclusivement visible.

Cette autorisation d'utilisation sera portée à la connaissance du Procureur du Roi à l'initiative du Chef de Corps de la zone de police.

---

[1] Article 27 de la loi du 18/07/1991 sur le Comité permanent P

[2] Article 8 de la loi du 15/05/2007 sur l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Bodycams: principeakkoord**

De Raad,

Gelet op de richtlijn 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

Gelet op de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;



Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de artikelen 25/1 en volgende van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

Gelet op het verzoek dat de korpschef van de politiezone UKKEL / WATERMAAL-BOSVOORDE / OUDERGEM op 20 februari 2019 heeft ingediend;

Overwegende dat de artikelen 25/1 en volgende van de wet op het politieambt de installatie en het zichtbaar gebruik van camera's door de politiediensten regelen;

Overwegende dat de politiezone de leden van haar personeel wenst uit te rusten met bodycams;

Overwegende dat de politiezone met het gebruik van deze camera's de volgende doelstellingen wenst te bereiken:

- de omstandigheden van het verloop van een interventie registreren;
- de rapportering van haar interventies verbeteren ten aanzien van de autoriteiten van bestuurlijke en gerechtelijke politie alsook in het kader van klachten die tegen haar worden ingediend;
- de relaties tussen de optredende politieambtenaren en hun gesprekspartners bedaren volgens het principe van de afbouw, door deze laatste personen van tevoren kennis te geven van het feit dat hun handelingen, gebaren, uitlatingen ... worden opgenomen;
- de veiligheid van de politieambtenaren verhogen;
- het aantal gewelddadige feiten alsook het aantal ongegronde klachten tegen de politie verminderen;
- de kwaliteit verhogen en de vaststellingen van inbreuken staven door het gebruik van materiële vaststellingen te verhogen;
- het professionalisme van de politie-interventies versterken.

Overwegende dat een politiedienst camera's mag installeren en gebruiken in het gebied waarvoor deze dienst bevoegd is, na voorafgaande principiële toelating vanwege de gemeenteraad, wanneer het om een lokale politiezone gaat;

Overwegende dat de toestemmingsaanvraag het type camera, de doeleinden waarvoor de camera's zullen worden geïnstalleerd of gebruikt evenals de gebruiksmodaliteiten ervan moet preciseren;

Overwegende dat deze aanvraag rekening houdt met een impact- en risicoanalyse op het vlak van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en op operationeel niveau, meer bepaald wat betreft de categorieën van verwerkte persoonsgegevens, de proportionaliteit van de aangewende middelen, de te bereiken operationele doelstellingen en de bewaartermijn van de gegevens die nodig is om deze doelstellingen te bereiken.

Overwegende dat de camera's van het type "mobiele camera's" zullen zijn en de volgende gegevens zullen kunnen registreren:

- de beelden (video en foto) en de klank die worden geregistreerd door de individuele camera's die de leden van het operationeel kader gebruiken onder de beoogde omstandigheden en voor de beoogde doeleinden;
- de metadata in verband met deze beelden/klank:
  - de dag en de tijdvakken van registratie;
  - de onrechtstreekse identificatie van het lid van het operationeel kader dat de camera draagt tijdens de registratie van de gegevens;

- de plaats waar de gegevens worden verzameld (geolokalisering tijdens de registratie).

Overwegende dat de politiezone een impactanalyse heeft gemaakt overeenkomstig de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Overwegende dat de Data Protection Officer (DPO) van de politiezone deze impactanalyse heeft gevalideerd;

Overwegende dat de wet op het politieambt het wettelijk gebruikskader vaststelt alsook de opdrachten waarvoor en de omstandigheden waarin deze camera's mogen worden ingezet evenals de modaliteiten van toegang tot en bewaring van de gegevens;

Overwegende dat de door middel van camera's verzamelde informatie en persoonsgegevens worden geregistreerd en bewaard voor een duur van niet meer dan twaalf maanden, te rekenen vanaf de registratie ervan;

Overwegende dat de toegang tot deze persoonsgegevens en informatie wordt toegelaten gedurende een periode van een maand, te rekenen vanaf de registratie ervan, op voorwaarde dat het operationeel gemotiveerd is en dat het noodzakelijk is voor de uitoefening van een welbepaalde opdracht;

Overwegende dat de hierna genoemde wetten toepasselijk zijn op het gebruik van mobiele camera's van het type "bodycams":

- De wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens
- De wet op het politieambt van 5 augustus 1992

Overwegende dat enkel de personen van de politiezone die bevoegd zijn om toegang te hebben tot de gegevens binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden, toegang krijgen tot de opgeslagen gegevens en informatie:

- De leden van het operationeel kader voor de redactie van processen-verbaal (hulp bij de opmaak). In dit verband mogen enkel de collega's die rechtstreeks betrokken zijn bij de interventie en/of bij de redactie van de gerechtelijke procedures die rechtstreeks verband houden met deze interventie alleen de gegevens raadplegen met betrekking tot deze interventie in het kader van de opmaak van de processen-verbaal.
- De korpschef evenals de leden van de politiezone die persoonlijk worden aangewezen en gemachtigd door de korpschef. (functie van bodycam protection officers – BPO).

Enkel deze laatste personen (BPO) zijn gemachtigd om over te gaan tot de extractie van gegevens en informatie, enkel en alleen voor de behoeften van een gerechtelijke, bestuurlijke of tuchtrechtelijke procedure of in het kader van een actie van opleiding of pedagogie voor de personeelsleden.

De leden van het intern toezicht mogen de aldus gemaakte opnames niet op welke proactieve wijze ook bekijken. De toegang tot de opnames is afhankelijk van een voorafgaande individuele machtiging op naam, in de vorm van een mandaat vanwege de korpschef (voor niet-tuchtrechtelijke procedures) of van de bevoegde tuchtrechtelijke overheid, voor een welbepaalde procedure en met betrekking tot specifieke feiten die het voorwerp van een opname zijn geweest.

De toegang door de leden van de dienst Informatica kan enkel een technisch doel hebben, i.e. de effectieve toegang tot de opgenomen gegevens mogelijk maken voor de personen

die bevoegd zijn om daar toegang toe te hebben.

- De DPO voor de opdrachten die hem aanbelangen in het kader van de opvolging en de controle van de verwerkingsactiviteiten.

De in de huidige nota bedoelde toegangsrechten doen geen afbreuk aan de andere mogelijkheden van toegang waarin specifieke wetsbepalingen voorzien, ongeacht of het gaat om een gerechtelijke procedure of om opdrachten die worden toevertrouwd aan de externe toezichtsorganen.

- Het Vast Comité P[1]
- De Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie [2]
- De gerechtelijke overheden

Met andere woorden, de opnames mogen ook ter beschikking van deze instellingen worden gesteld in het kader van hun eigen procedures.

Overwegende dat, na de eerste bewaar maand, de toegang tot die persoonsgegevens en informatie enkel voor doeleinden van gerechtelijke politie mogelijk is mits een schriftelijke en met redenen omklede beslissing van de procureur des Konings;

Overwegende dat de politiezone de verwerking van de gegevens en de doeleinden registreert in het verwerkingsregister van de geïntegreerde politie;

Overwegende dat deze verwerking onderworpen is aan extern toezicht via het Controleorgaan op de politionele informatie;

Overwegende dat de bevolking kennis krijgt van de door de gemeenteraad verleende toelating via de communicatiekanalen van de politiezone alsook via het gemeentebestuur;

Overwegende dat het gebruik van deze mobiele camera's enkel op zichtbare wijze wordt toegestaan;

Overwegende dat de met deze camera's gemaakte opnames stelselmatig worden voorafgegaan door een mondelinge waarschuwing door de leden van het operationeel kader van de politiediensten;

Overwegende dat het type camera, de doeleinden en de gebruiksvoorwaarden het voorwerp zijn geweest van overleg binnen het basisoverlegcomité van de politiezone;

**BESLIST**

aan de politiezone UKKEL / WATERMAAL-BOSVOORDE / OUDERGEM (ZP5342) de toelating te verlenen om gebruik te maken van bodycams;

toelating te verlenen om gebruik te maken van het gewenste type camera, i.e. op zichtbare wijze gedragen mobiele camera's waarmee inzonderheid video- en audio-opnames kunnen worden gemaakt en foto's kunnen worden genomen;

de volgende doeleinden toe te staan:

- inbreuken of overlast op de openbare weg voorkomen, vaststellen en/of opsporen of er de openbare orde handhaven;
- onderzoek voeren naar misdaden, wanbedrijven en overtredingen, er de bewijzen van verzamelen, de bevoegde overheden daarvan op de hoogte brengen, de daders ervan vatten, aanhouden en ter beschikking stellen van de bevoegde overheid, op de wijze en in de vormen zoals vastgesteld door de wet;
- aan de bevoegde overheden het verslag bezorgen van de opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie alsook de bij dergelijke gelegenheid verzamelde inlichtingen;
- de informatie van bestuurlijke politie verzamelen zoals bedoeld in artikel 44/5, §

1, lid 1, 2° tot 6° van de wet op het politieambt. Met betrekking tot artikel 44/5, § 1, eerste lid, 5° kan dat gebruik bovendien alleen worden toegestaan ten aanzien van de categorieën van personen bedoeld in de artikelen 18, 19 en 20 van de wet op het politieambt;

- de klachten in het kader van het gerechtelijk en/of bestuurlijk en tuchtrechtelijk kader in verband ermee beheren;
- didactische en pedagogische doeleinden toestaan in het kader van de opleiding van de leden van de politiediensten, nadat de gegevens anoniem zijn gemaakt;
- garanties bieden voor het welzijn van het personeel (meer bepaald door risicoanalyses te maken en door middel van feedback), in het kader van arbeidsongevallen.

het gebruik van de genoemde camera's toestaan volgens de onderstaande voorwaarden:

- De camera's worden uitsluitend op zichtbare wijze gebruikt.

Deze toelating tot gebruik wordt door de korpschef van de politiezone ter kennis gebracht van de procureur des Konings.

---

[1] Artikel 27 van de wet van 18/07/1991 op het Vast Comité P

[2] Artikel 8 van de wet van 15/05/2007 op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

*Isabelle Désir entre en séance / treedt in zitting.*

---

26.09.2019/A/0009

**Secrétariat**

**Donnerie virtuelle - règlement - conditions d'utilisation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 119 ;

Revu sa délibération 002/21.01.2019/A/0004 portant Déclaration de politique générale - note d'orientation ;

Considérant ce qui suit :

Le Conseil communal a émis le souhait de mettre sur pied une donnerie locale en ligne à destination des Auderghemois-es.

Il convient de définir une série de règles pour que cet espace puisse être administré et pour que les participants puissent l'utiliser au mieux.

Le présent règlement décrit donc les rôles et les responsabilités de chacun.

Avant d'agir sur la donnerie, l'internaute doit s'engager à en respecter les conditions d'utilisation.

DECIDE

d'approuver les termes des conditions d'utilisation de la donnerie virtuelle communale :

**Article 1 – qu'est-ce que c'est**

La commune d'Auderghem met à disposition de ses habitants et usagers un espace de publication destiné au don d'objet ou à l'échange de services. Cet espace est appelé « Donnerie ».

## **Article 2 – rôles**

### **Donneur**

Pour publier une annonce à propos d'un objet à donner, l'internaute doit se créer un compte, il devient alors un « donneur ».

### **Acquéreur**

Pour marquer son intérêt et contacter un donneur, l'internaute (l'acquéreur) ne doit pas se créer de compte, il doit par contre approuver les conditions d'utilisation de la Donnerie et prendre connaissance des mesures prises par la commune d'Auderghem pour le traitement de ses données à caractère personnel.

### **Commune**

La commune d'Auderghem peut décider de supprimer une annonce ou un compte utilisateur si celui-ci contrevient aux conditions d'utilisation.

La commune d'Auderghem prend en charge l'administration de la plateforme.

## **Article 3 – annonces**

### **1/ Tout n'est pas à donner**

Seuls les objets entrant dans les catégories proposées sont acceptés. Sont interdits les êtres vivants, la nourriture, les déchets etc.

### **2/ Propriété**

Le donneur d'un objet est présumé être le propriétaire. Si ce n'est pas le cas, il doit en informer l'acquéreur.

### **3/ Etat du don**

Le donneur ne doit pas mentir sur l'état de l'objet qu'il donne. Trois états peuvent être indiqués :

- Comme neuf – pour des objets qui n'ont jamais été utilisés
- Usagé – pour des objets qui ont déjà servis
- A réparer – pour des objets qui ne fonctionnent plus

### **4/ Echanges par e-mail**

Les échanges entre donneur et acquéreur se font par e-mail. La première prise de contact se passe via le formulaire présent sur l'annonce, les autres échanges se font sans lien avec la Donnerie.

### **5/ Suppression des annonces**

Le donneur peut à tout moment supprimer les annonces qu'il a créées.

Une annonce supprimée n'est plus visible, ni par le donneur ni par la commune. Celle-ci ne conserve aucune donnée.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut décider de supprimer des annonces sur lesquelles aucune action n'a été produite depuis un temps qu'il aura préalablement déterminé.

### **6/ Photos**

L'internaute aura la possibilité de publier 5 photos par annonce. Les photos seront retaillées automatiquement par l'éditeur de contenu du site, pour correspondre aux formats prédéfinis (sur l'annonce et sur la vignette d'appel). Les photos sont stockées sur le serveur du site et effacées lorsque l'annonce est supprimée.

Si l'internaute décide de ne pas publier de photo du bien qu'il souhaite donner, une image par défaut indiquant qu'il n'y a pas de photo disponible est insérée.

Le donneur garantit qu'il dispose des droits de propriété intellectuelle sur le contenu qu'il publie sur la Donnerie, en ce compris mais sans s'y limiter, les droits d'auteurs, les droits voisins, les droits de marque, les brevets, les dessins et modèles, les droits sur les noms commerciaux, la protection des banques de données ainsi que les droits relatifs à la

protection du savoir-faire (les "Droits de propriété intellectuelle").

#### **7/ Utilisation non autorisée de la Donnerie**

Il n'est pas permis de publier sur la Donnerie, en ce compris dans les annonces, un contenu :

- qui contient un lien ou du matériel pornographique ou contraire d'une autre façon à l'ordre public et aux bonnes mœurs;
- qui est discriminatoire sur base de l'opinion politique, de la religion, de la race, du sexe, de la nationalité, de l'orientation ou qui est autrement blessant, offensant, menaçant ou provocateur;
- qui est (sexuellement) intimidant;
- qui est incorrect, trompeur ou incomplet;
- qui vise à faire une blague ou à harceler quelqu'un;
- dans lequel des données à caractère personnel de tiers sont traitées;
- concernant des chaînes de lettres, des pourriels ou des spams;
- qui contient des virus, des vers, des chevaux de Troie, des 'cancelbots' ou d'autres logiciels pouvant nuire à la Donnerie ou aux droits et intérêts des donneurs et acquéreurs;
- qui surcharge ou perturbe le bon fonctionnement de l'infrastructure de la Donnerie de façon déraisonnable;
- qui implique des activités commerciales sans le consentement écrit préalable de la commune, en ce compris des loteries, des concours et des jeux de pyramide;
- qui incite ou constitue des activités illégales;
- qui viole les Droits de propriété intellectuelle, le respect de la vie privée ou tout autre droit de la commune, ses donneurs de licence, ses donneurs, ses acquéreurs ou des tiers;
- qui concerne les produits ou services dont le commerce ou la livraison est contraire à la loi et à la réglementation en vigueur et l'offre ou la demande qui, suivant la liste indicative des produits ou services interdits ou soumis à des limitations, est interdite ou limitée sur la Donnerie ; et
- avec lequel la commune ne peut raisonnablement pas être d'accord pour toute autre raison que celles citées ci-dessus.

#### **Article 4 – données à caractère personnel**

Le traitement des données à caractère personnel des utilisateurs de la Donnerie est conforme à la déclaration de protection des données.

#### **Article 5 – création de compte**

Pour publier une annonce, il faut d'abord se créer un compte en remplissant une série de champs prédéfinis.

Pour réagir à une annonce, il ne faut pas se créer de compte.

#### **Article 6 – Modération**

La commune se réserve le droit de modérer les annonces si celles-ci contreviennent aux règlements et aux conditions d'utilisation de la Donnerie.

La modération peut consister soit en la suppression de l'annonce soit en la suppression du compte utilisateur.

En cas de contestation de la modération, le donneur peut porter une réclamation au Collège des Bourgmestre et Echevins. Celui-ci statue en dernier recours.

La modération peut également porter sur le compte de l'utilisateur. La commune peut désactiver un compte avec lequel la commune ne peut raisonnablement pas être d'accord pour toute autre raison que celles citées ci-dessus

#### **Article 7 – envoi d'e-mails**

Des envois d'e-mails automatiques sont prévus :

1. Lors de la création du compte utilisateur
2. Lors de la récupération de mot de passe
3. Lors d'une marque d'intérêt pour une annonce, un e-mail au donneur
4. Lors d'une marque d'intérêt pour une annonce, une copie des données à l'adresse e-mail indiquée par l'internaute qui marque son intérêt.

#### **Article 8 – Responsabilité de la commune**

La commune d'Auderghem décline toute responsabilité quant au non-respect des annonces, quant au respect des rendez-vous fixés entre donneur et acquéreur ou quant à l'état des objets à donner.

La commune d'Auderghem est considérée comme tiers à la relation créée entre le donneur et l'acquéreur.

Le donneur est à considérer comme propriétaire de l'objet qu'il met en don jusqu'à ce que le don ait lieu. Il assume en cette qualité la responsabilité civile y afférente envers les tiers. Lorsque le don a eu lieu, cette responsabilité revient à l'acquéreur.

La commune d'Auderghem ne peut pas garantir que les produits et services qui sont offerts par les donneurs sur la Donnerie correspondent en tous points aux attentes de l'acquéreur.

Vu que la plupart du contenu la Donnerie émane des donneurs, la commune d'Auderghem n'offre aucune de garantie concernant:

- l'exactitude et la précision des annonces et autres messages;
- la qualité, la sécurité et la légalité des produits ou services offerts;

La commune d'Auderghem n'offre aucune garantie quant à la disponibilité ou à la sécurité du don.

La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

#### **Secretariaat**

#### **Virtuele weggeefwinkel - reglement - gebruiksvoorwaarden**

DE RAAD,

Gelet op artikel 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Na herziening van zijn beraadslaging 002/21.01.2019/A/0004 betreffende de Algemene beleidsverklaring - oriënteringsnota;

Overwegende hetgeen volgt:

De gemeenteraad heeft de wens uitgesproken om een lokale online weggeefwinkel op te starten voor de inwoners van Oudergem.

Er moet een aantal regels worden vastgelegd zodat deze ruimte kan worden beheerd en de deelnemers er optimaal gebruik van kunnen maken.

Dit reglement beschrijft dus ieders rollen en verantwoordelijkheden.

Voordat de internetgebruiker handelt binnen de weggeefwinkel, moet hij zich ertoe verbinden om de gebruiksvoorwaarden na te leven.

## **BESLIST**

de gebruiksvoorwaarden van de gemeentelijke virtuele weggeefwinkel goed te keuren:

### **Artikel 1 – Waarover gaat het?**

De gemeente Oudergem stelt aan haar inwoners en gebruikers een advertentieruimte ter beschikking die bestemd is voor de schenking van voorwerpen of de uitwisseling van diensten. Deze ruimte wordt 'Weggeefwinkel' genoemd.

### **Artikel 2 – Rollen**

#### **Schenker**

De internetgebruiker die een advertentie wil publiceren over een weg te schenken voorwerp, moet een account aanmaken, hij wordt zo een 'schenker'.

#### **Verkrijger**

Om zijn interesse te tonen en contact op te nemen met een schenker, hoeft de internetgebruiker (verkrijger) geen account aan te maken, maar hij moet wel de gebruiksvoorwaarden van de Weggeefwinkel goedkeuren en kennis nemen van de maatregelen die de gemeente Oudergem heeft genomen voor de verwerking van zijn persoonsgegevens.

#### **Gemeente**

De gemeente Oudergem kan beslissen om een advertentie of een gebruikersaccount te schrappen als die strijdig is met de gebruiksvoorwaarden.

De gemeente Oudergem staat in voor het beheer van het platform.

### **Artikel 3 – Advertenties**

#### **1/ Niet alles kan worden geschonken**

Enkel voorwerpen die tot de voorgestelde categorieën behoren, worden aanvaard. Levende dieren, voeding, afval, enz. zijn verboden.

#### **2/ Eigendom**

De schenker van een gift wordt verondersteld er eigenaar van te zijn. Als dat niet zo is, moet hij dat melden aan de verkrijger.

#### **3/ Toestand van de gift**

De schenker mag niet liegen over de toestand van het voorwerp dat hij weggeeft. Er kunnen drie toestanden worden aangegeven:

- Als nieuw – voor voorwerpen die nooit zijn gebruikt;
- Gebruikt – voor voorwerpen die reeds zijn gebruikt;
- Te herstellen – voor voorwerpen die niet meer werken.

#### **4/ Uitwisselingen via e-mail**

De uitwisselingen tussen de schenker en de verkrijger gebeuren via e-mail. Het eerste contact vindt plaats via het formulier dat bij de advertentie hoort, de andere uitwisselingen gebeuren los van de Weggeefwinkel.

#### **5/ Schrappen van advertenties**

De schenker kan op ieder ogenblik de advertenties die hij heeft geplaatst, schrappen.

Een geschrapte advertentie is niet langer zichtbaar, noch voor de schenker, noch voor de gemeente. De gemeente houdt geen gegevens bij.

Het college van burgemeester en schepenen kan beslissen om advertenties te schrappen waarmee er sinds een vooraf vastgestelde termijn niets is gebeurd.

#### **6/ Foto's**

De internetgebruiker kan vijf foto's per advertentie plaatsen. De uitgever van de inhoud van de website kent de foto's automatisch het juiste formaat toe zodat ze in overeenstemming



zijn met de vooraf bepaalde formaten (in de advertentie en in de thumbnails). De foto's worden opgeslagen op de server van de website en gewist nadat de advertentie is verwijderd.

Als de internetgebruiker beslist om geen foto te plaatsen van het voorwerp dat hij wil weggeven, wordt er standaard een afbeelding geplaatst die aangeeft dat er geen foto beschikbaar is.

De schenker garandeert dat hij intellectuele eigendomsrechten heeft op de inhoud die hij op de Weggeefwinkel publiceert, met inbegrip maar niet beperkt tot auteursrechten, naburige rechten, merkrechten, patenten, tekeningen en modellen, handelsnaamrechten, databankbescherming en rechten met betrekking tot de bescherming van knowhow (de 'Intellectuele eigendomsrechten').

#### **7/ Ongeoorloofd gebruik van de Weggeefwinkel**

Het is niet toegestaan om op de Weggeefwinkel, met inbegrip van de advertenties, inhoud te plaatsen:

- met (een link naar) pornografisch materiaal of materiaal dat op een andere manier in strijd is met de openbare orde en de goede zeden;
- die discriminerend is op grond van politieke opinie, religie, ras, geslacht, nationaliteit, geartheid of die op een andere manier kwetsend, beledigend, bedreigend of provocerend is;
- die (seksueel) intimiderend is;
- die onjuist, bedrieglijk of onvolledig is;
- die bedoeld is als grap of om iemand lastig te vallen;
- waarin persoonsgegevens van derden worden verwerkt;
- met betrekking tot kettingsbrieven of spam;
- die virussen, wormen, Trojaanse paarden, 'cancelbots' of andere software bevat die schadelijk kunnen zijn voor de Weggeefwinkel of voor de rechten en belangen van schenkers en verkrijgers;
- die de goede werking van de Weggeefwinkel op onredelijke wijze overbelast of verstoort;
- die commerciële activiteiten inhoudt zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente, met inbegrip van loterijen, wedstrijden en piramidespelen;
- die een illegale activiteit vormt of ertoe aanzet;
- die een inbreuk vormt op de intellectuele eigendomsrechten, het respect voor de privacy of een ander recht van de gemeente, haar licentiegevers, verkrijgers of derden;
- die betrekking heeft op producten of diensten waarvan de verkoop of de levering in strijd is met de geldende wet- en regelgeving en op aanbiedingen of vragen die volgens de indicatieve lijst van verboden of aan beperkingen onderworpen producten of diensten verboden of beperkt zijn op de Weggeefwinkel; en
- waarmee de gemeente redelijkerwijs niet kan instemmen om alle andere hier niet vermelde redenen.

#### **Artikel 4 – Persoonsgegevens**

De verwerking van de persoonsgegevens van de gebruikers van de Weggeefwinkel is in overeenstemming met de verklaring van de gegevensbescherming.

### **Artikel 5 – Creatie van een account**

Om een advertentie te plaatsen, moet men eerst een account aanmaken door een aantal vooraf gedefinieerde velden in te vullen.

Om op een advertentie te reageren hoeft men geen account aan te maken.

### **Artikel 6 – Matiging**

De gemeente behoudt zich het recht voor om de advertenties te matigen indien deze in strijd zijn met de voorschriften en gebruiksvoorwaarden van de Weggeefwinkel.

De matiging kan bestaan uit hetzij het schrappen van de advertentie, hetzij het schrappen van de gebruikersaccount.

Wanneer de schenker de matiging betwist, kan hij klacht indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Dit laatste beslist in laatste instantie.

De matiging kan ook betrekking hebben op de gebruikersaccount. De gemeente kan een account deactiveren waarmee ze redelijkerwijs niet kan instemmen om een andere reden dan de bovenvermelde.

### **Artikel 7 – Versturen van e-mails**

Er worden automatische e-mails gestuurd:

1. bij de aanmaak van een gebruikersaccount;
2. bij een wachtwoordherstel;
3. bij het tonen van interesse voor een advertentie: een e-mail naar de schenker;
4. bij het tonen van interesse voor een advertentie: een kopie van de gegevens naar het e-mailadres dat is opgegeven door de internetgebruiker die blijkt geeft van interesse.

### **Artikel 8 – Aansprakelijkheid van de gemeente**

De gemeente Oudergem wijst alle aansprakelijkheid af voor de niet-naleving van de advertenties, zowel wat betreft het naleven van de afspraken die tussen de schenker en de verkrijger zijn gemaakt, als wat betreft de staat van de geschonken voorwerpen.

De gemeente Oudergem wordt beschouwd als een derde partij in de relatie die tot stand komt tussen de schenker en de verkrijger.

De schenker moet worden beschouwd als eigenaar van het voorwerp dat hij wegschenkt totdat de schenking heeft plaatsgevonden. Hij draagt als dusdanig de bijbehorende burgerlijke aansprakelijkheid jegens derden. Wanneer deze schenking heeft plaatsgevonden, gaat deze aansprakelijkheid over op de verkrijger.

De gemeente Oudergem kan niet garanderen dat de door de schenkers aangeboden producten en diensten op alle vlakken overeenkomen met de verwachtingen van de verkrijger.

Gezien het grootste deel van de inhoud van de Weggeefwinkel afkomstig is van schenkers, biedt de gemeente Oudergem geen enkele garantie op het vlak van:

- de juistheid en de precisie van de advertenties en de andere berichten;
- de kwaliteit, de veiligheid en de wettelijkheid van de aangeboden producten of diensten.

De gemeente Oudergem biedt geen enkele garantie inzake de beschikbaarheid of de veiligheid van de gift.

Deze beraadslaging wordt in de vorm van een beknopte toelichting verzonden naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0010

**Participation citoyenne**

**Eco-team - Convention "Bike Experience 2019" avec Pro Vélo - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

Vu la convention "Bike Experience 2019" en annexe;

DECIDE :

d'approuver la convention "Bike Experience 2019".

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

**Burgerprojecten**

**Eco-team - Overeenkomst "Bike Experience 2019" met Pro Vélo - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de overeenkomst "Bike Experience 2019" in bijlage;

BESLIST

om de overeenkomst "Bike Experience 2019" goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0011

**Mobilité**

**Abrogation du règlement communal du 28 septembre 2015 relatif à l'occupation des Vélobox sécurisés.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu le règlement communal relatif à l'occupation des Vélobox sécurisés du 28 septembre 2015 ;

Considérant ce qui suit :

Le Conseil communal délègue à parking.brussels les missions suivantes par convention :

- Exploitation et entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie ;
- Gestion des demandes d'emplacement ;
- Gestion des abonnements ;
- Gestion des paiements ;
- Contrôle de l'utilisation des emplacements ;
- Gestion administrative ;

- Accès aux données ;

Cela rend le règlement communal du 28 septembre 2015 relatif à l'occupation des Véloboxx sécurisés sans objet ;

Considérant qu'il convient donc de l'abroger ;

DECIDE

D'abroger le règlement communal du 28 septembre 2015 relatif à l'occupation des Vélobox sécurisés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

## **Mobiliteit**

### **Intrekking van het gemeentelijk reglement betreffende de bezetting van beveiligde fietsboxen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het Gemeentelijk reglement betreffende de bezetting van beveiligde fietsboxen van 28 september 2015;

Overwegende hetgeen volgt:

De Gemeenteraad draagt aan parking.brussels, per overeenkomst, de bevoegdheid voor de volgende missies over:

- Beheer en onderhoud van de parkeerinrichtingen voor fietsen van lange duur op en buiten de openbare weg;
- Beheer van de plaatsaanvragen;
- Beheer van de abonnementen;
- Beheer van de betalingen;
- Controle van het gebruik van de plaatsen;
- Administratief beheer;
- Toegang tot de gegevens;

Dit maakt het gemeentelijk reglement van 28 september 2015, betreffende de bezetting van de beveiligde Vélobox, overbodig;

Overwegende dat het dus dienstig is deze in te trekken

BESLIST

Om het gemeentelijk reglement van 28 september 2015, betreffende de bezetting van de beveiligde Vélobox, in te trekken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0012

**Mobilité**

**Dimanche sans voiture du 22 septembre 2019 - Règlement d'administration interne**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;  
Vu l'accord conclu le 19 décembre 2018 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;  
Considérant que le 22 septembre 2019 aura lieu la « journée sans voiture » ;  
Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;  
Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;  
Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;  
Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;  
DECIDE :  
Article unique. L'accord conclu 19 décembre 2018 entre le bourgmestre de la commune de Auderghem et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Mobiliteit**

#### **Autoloze dag van 22 september 2019 : Reglement van inwendig bestuur**

DE GEMEENTERAAD,  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;  
Gelet op het akkoord gesloten op 19 december 2018 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;  
Overwegende dat op 22 september 2019 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;  
Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;  
Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;  
Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;  
Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;  
BESLUIT:  
Enig artikel. Het akkoord dat op 19 december 2018 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Oudergem en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0013 **Culture**

#### **Liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2019 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;  
 Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;  
 Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;  
 Compte tenu que l'administration n'a pas reçu de rapport d'activités pour l'année écoulée de la part de l'asbl AMLA, Association des Amis de la Morale Laïque, sise 3 Avenue Léon Houyoux à Auderghem et qu'il lui a été confirmé que l'association n'exerce plus d'activités et est en passe d'être dissolue;  
 Compte tenu que l'association Les Amis de la Nature, déjà soutenue par le passé, a réitéré sa demande de soutien et présenté son rapport d'activités 2017-2018;  
 Compte tenu que la Child Focus Fondation d'utilité publique a sollicité la commune d'Auderghem étant donné son travail en collaboration avec les institutions locales des communes (police, écoles, bénévoles, etc)  
 Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2019 prévoit des dépenses à l'article 762/33202.

DECIDE

- d'approuver les comptes de bilan 2018 et/ou rapports d'activités
- de suspendre la subvention de 450 € à l'association AMLA
- d'autoriser le soutien de 150 € à l'association Les amis de la Nature
- d'autoriser le soutien de 300 € à la Child Focus Fondation
- d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2019, à l'article 762/33202, en faveur des associations culturelles et patriotiques suivantes pour un montant de 1.875,-€

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Amnesty International	€	150,00
6. Union touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	150,00
7. Child Focus Fondation	€	300,00
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>€</b>	<b><u>1.875,00</u></b>

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.  
 La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
 23 votants : 23 votes positifs.

---

## Cultuur

### **Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2019 voor de culturele en vaderlandslievende verenigen**

DE RAAD,  
 Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien dat de gemeentelijke administratie geen jaarverslag heeft ontvangen betreffende de activiteiten van de vzw AMLA, *Association des Amis de la Morale Laïque*, 3 Léon Houyoux laan te Oudergem, en dat er werd bevestigd dat de vereniging niet langer actief is en dat deze bijgevolg ontbonden zal worden;

Gezien dat de vereniging *Les Amis de la Nature*, reeds in het verleden werd gesteund en haar verzoek herhaalde om ondersteuning te ontvangen en daarvoor ook een activiteitenverslag 2017-2018 presenteerde;

Gezien dat Child Focus, stichting van openbaar nut, beroep doet op de gemeente van Oudergem gezien haar werk in samenwerking met lokale instellingen van de gemeenten (politie, scholen, vrijwilligers, enz.)

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2019 een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

#### BESLUIT

- de rekeningen en balans 2018 en/of activiteitenverslagen goed te keuren.
- de subsidie van 450€ aan de vereniging AMLA te schorsen
- machtigen tot de toekenning van 150 € aan de vereniging Les Amis de la Nature
- toestemming geven voor de steun van 300 € aan de stichting Child Focus
- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2019, op artikel 762/33202, voor de volgende culturele en vaderlandslievende verenigen, bedraagt 1.875,-€.

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Amnesty International	€	150,00
6. Union Touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	150,00
7. Child Focus Fondation	€	300,00
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>€</b>	<b><u>1.875,00</u></b>

- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Environnement - Convention de mise à disposition de la salle d'exposition de la Maison du Portier**

Le Conseil

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Compte-tenu que

-développer l'offre culture à Rouge-Cloître, centrée sur la promotion des artistes auderghemois fait partie des objectifs communaux (cf. déclaration de politique générale, §9 Auderghem, une commune sportive et culturelle);

-l'occupation de la salle d'exposition de la Maison du Portier se fait dans le cadre d'une collaboration entre Bruxelles-Environnement et le service Culture de l'administration communale d'Auderghem, dans le but de valoriser les artistes et les associations occupants du site de Rouge-Cloître;

- Les services Culture de l'administration communale coordonneront avec Bruxelles-Environnement et le Relais Forestier (asbl Jardin des Moines) la programmation des expositions, s'assurera du bon déroulement des expositions et en fera la promotion via les outils promotionnels communaux.

Approuve

le modèle de convention portant sur la mise à disposition gratuite de la salle d'exposition de la Maison du Portier, sise 2 rue du Rouge-Cloître à Auderghem, entre Bruxelles-Environnement, les services Culture de l'administration communale d'Auderghem et de futurs artistes exposants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Cultuur**

#### **Organisatie van tentoonstellingen in het Rood Klooster in samenwerking met Leefmilieu Brussel - Overeenkomst betreffende het ter beschikking stellen van de tentoonstellingsruimte van het Portierhuis**

De Raad

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien dat

-het culturele aanbod in het Rood Klooster uitbouwen, gericht op de promotie van kunstenaars uit Oudergem deel uitmaakt van de gemeenschappelijke doelstellingen (zie Algemene Beleidsverklaring, §9 Oudergem, een sportieve en culturele gemeente)

-Het ter beschikking stellen van de tentoonstellingsruimte van het Portierhuis onderdeel is van een samenwerking tussen Leefmilieu Brussel en de Dienst Cultuur van het gemeentebestuur van Oudergem, met als doel het promoten van kunstenaars en aanwezige verenigingen op de site van het Rood Klooster;

-De diensten Cultuur van het gemeentebestuur zullen samen met Brussel Leefmilieu en het Relais Forestier (vzw Jardin des Moines) de programmering van de tentoonstellingen coördineren, zorgen voor het goede verloop ervan en ze promoten via de gemeenschappelijke promotie-tools.

Besluit

de overeenkomst betreffende het gratis ter beschikking stellen van de tentoonstellingsruimte van het Portierhuis, 2 Rookloosterstraat in Oudergem tussen Leefmilieu Brussel, de Diensten Cultuur van het gemeentebestuur van Oudergem en toekomstige exposerende kunstenaars.



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0015 **Environnement**

**Accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection (Bruxelles Environnement & communes)**

LE CONSEIL,

Vu le Code du 25 mars 1999 relatif à l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, qui définit les compétences des agents de Bruxelles Environnement et des communes en matière d'inspection environnementale ;

Considérant que Bruxelles Environnement (BE), afin de coordonner au mieux les inspections des exploitations en Région de Bruxelles-Capitale, propose aux communes un accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection (en annexe) ;

Considérant que toute partie signataire de l'accord peut à tout moment se retirer de l'accord par lettre recommandée.

DECIDE

de ratifier l'accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection avec Bruxelles Environnement (en annexe).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

**Leefmilieu**

**Vrijwillige samenwerkingsovereenkomst over de coördinatie inzake de uitvoering van het inspectiewetboek**

DE RAAD,

Gelet op het wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, die de vaardigheden van de van de agenten van Leefmilieu Brussel en de gemeentelijke agenten bepaalt;

Overwegende Leefmilieu Brussel, om de inspectie van de uitbaters in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest beter te coördineren, stelt de gemeenten een vrijwillige samenwerkingsovereenkomst over de coördinatie inzake de uitvoering van het inspectiewetboek voor (in bijlage);

Overwegende dat elke ondertekende partij mag zich op elk moment uit de overeenkomst via aangetekende brief terugtrekken.

BESLIST

Om de vrijwillige samenwerkingsovereenkomst over de coördinatie inzake de uitvoering van het inspectiewetboek voor (in bijlage).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

26.09.2019/A/0016 **Sport**

**Subside 2019 en faveur des associations sportives d'Auderghem**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu qu'un montant de 13.000 € est prévu à l'article 764/33202 du budget ordinaire de 2019 pour un subside pour les associations sportives d'Auderghem;

DECIDE:

de verser le subside de 13.000€ à la Commission Consultative des Sports.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives et sous forme de bref exposé à Monsieur le ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

**Sport**

**Subsidie 2019 ten gunste van de sportverenigingen van Oudergem**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de controle van het verlenen en van het gebruiken van bepaalde subsidies;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien er een subsidie van 13.000 € voorzien is op artikel 764/33202 van de gewone begroting van 2019 ten gunste van de sportverenigingen van Oudergem;

BESLUIT:

de subsidie van 13.000 € te storten aan de Raadgevende sportcommissie.

Onderhavige beraadslaging zal met de bijbehorende stukken aan de Gemeenteontvanger bezorgd worden en onder beknopt verslag aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0017 **Prévention**

**Convention entre l'Etat fédéral et la commune d'Auderghem, prévue par l'Arrêté Royal du 28 janvier 2014 sur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales (SAC) - renouvellement 2019.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 119bis ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'Arrêté Royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 2019 portant octroi d'une subvention à la commune

d'Auderghem dans le cadre de la Politique des Grandes Villes pour les 7 premiers mois de l'année 2019 et qu'un autre arrêté sera pris pour engager le montant restant de la subvention équivalent aux 5 derniers mois de l'année ;

La commune d'Auderghem bénéficie d'un subside octroyé par l'Etat fédéral depuis 2007, et ce en vue d'engager une personne au sein de la zone de police afin d'accompagner la procédure de médiation obligatoire à l'égard des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans, même si la loi sur les SAC permet désormais l'application de cette mesure sur les mineurs à partir de 14 ans, et facultative à l'égard des majeurs.

La présente Convention porte sur le renouvellement pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 et a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juillet 2019.

DECIDE

- Prend connaissance des modalités de subventionnement pour l'année 2019 dans le cadre des sanctions administratives communales, sur base d'un premier arrêté du 21/06/2019 octroyant 7/12 du subside (31.266 €) et d'un nouvel arrêté à venir pour les 5 mois suivants.

- Marque son accord sur le renouvellement de la Convention pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, et sa mise à l'ordre du jour au prochain Conseil Communal pour ratification.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale, chargé des Grandes Villes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

## Preventie

### **Overeenkomst tussen de Federale Staat en de gemeente Oudergem, voorzien door het koninklijk besluit van 28 januari 2014 betreffende de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties (GAS) - vernieuwing 2019.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, namelijk artikelen 117 en 119bis ;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het Ministerieel besluit van 21 juni 2019 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeente Oudergem in het kader van het Groostedenbeleid voor de eerste 7 maanden van jaar 2019 en dat een andere besluit zal genomen worden om het resterende bedrag van de equivalente toelage aan de laatste vijf maanden vast te leggen ;

Sinds 2007 ontvangt de gemeente Oudergem een subsidie voor de aanwerving van een bemiddelaar voor de politiezone die als taak heeft de bemiddelingsprocedure te begeleiden, verplicht voor minderjarigen vanaf 16 jaar, even als de nieuwe GAS wet geeft de toepassing van die maatregel voor minderjarigen vanaf 14 jaar, en facultatief voor meerderjarigen.

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de vernieuwing van de toelage voor de periode van 1 januari tot 31 december 2019 en werd door het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 16 juli 2019 goedgekeurd.

BESLIST

- Neemt kennis van regelingen voor het jaar 2019 als onderdeel van de gemeentelijke

administratieve sancties, op basis van een eerste besluit van 21/06/2019 tot toekenning van 7/12 van de subsidie (31.266 €) en een nieuw besluit om te komen voor de komende 5 maanden.

- Zijn akkoord te geven over de overeenkomst 2019 betreffende de vernieuwing van de subsidie van de federale Staat voor de periode van 1 januari tot 31 december 2019, en het op de agenda zetten van de volgende Gemeenteraad voor bekrachtiging.

Onderhavige beraadslaging zal, in de vorm van beknopte omschrijving, aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen alsook aan de heer Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw, Maatschappelijke Integratie en Grootstedenbeleid, overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0018 **Régie foncière**  
**Acquisition d'un terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Retrait d'acte : 002/30.01.2020/A/0011**

---

**Regie voor het Grondbeleid**  
**Aankoop van een terrein gelegen 160 Triomflaan te Oudergem.**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

**Intrekking van akte : 002/30.01.2020/A/0011**

---

26.09.2019/A/0019 **Régie foncière**  
**Convention de mission de coordination en matière de sécurité et de santé - phases projet et réalisation - pour les travaux de rénovation de l'immeuble sis 87 avenue du Kouter.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du Collège échevinal du 23 mai 2017 (réf. 002/23.05.2017/B/0072) décidant des travaux de rénovation de l'immeuble sis 87 avenue du Kouter;

Vu la loi du 4 août 1996 et l'arrêté royal du 25 janvier 2001 imposant la désignation d'un coordinateur-projet/réalisation en matière de sécurité concernant les chantiers temporaires ou mobiles ;

Vu que Monsieur Didier Schotte, assistant technique, dispose du titre de coordinateur de sécurité et des compétences requises lui permettant de suivre le chantier ;

Vu la convention établie à cet effet ;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention de mission de coordination en matière de sécurité et de santé (phases projet et réalisation) à signer entre la Régie foncière et Monsieur Didier Schotte pour le suivi des travaux de rénovation de l'immeuble sis 87 avenue du Kouter.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Regie voor het Grondbeleid**

#### **Overeenkomst tot aanstelling van een veiligheidscoördinator, ontwerp en verwezenlijking voor de renovatiewerken van het gebouw gelegen 87 Kouterlaan.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 23 mei 2017 (ref. 002/23.05.2017/B/0072) beslissende de renovatiewerken van het gebouw gelegen 87 Kouterlaan;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 en het koninklijke besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en de aanstelling van een veiligheidscoördinator voor ontwerp en uitvoering ;

Gezien de Heer Didier Schotte, technische assistent, veiligheidscoördinator is en over de noodzakelijke competenties beschikt om deze werk te volgen ;

Belet op de hiertoe bestemde overeenkomst ;

BESLIST :

akkoord te gaan met de overeenkomst tot aanstelling van een veiligheidscoördinator ontwerp en verwezenlijking tussen de Regie voor Grondbeleid en de Heer Didier Schotte voor de renovatiewerken van het gebouw gelegen 87 Kouterlaan.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0020

### **Régie foncière**

#### **Fixation des loyers de base de l'immeuble situé 10 rue de la Stratégie.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu que la Régie foncière doit prochainement procéder à la mise en location des 2 appartements de l'immeuble sis 10 rue de la Stratégie;

Vu que la location est faite sous forme d'un bail à loyers;

Vu l'article 4 de la convention-exécution du 18 décembre 2014 relative à la subsidiation des immeubles rénovés mis en location;

Compte tenu de la situation du bien et de l'importance des travaux de rénovation

effectués;

DECIDE :

de procéder à la mise en location du bien sis à Auderghem, 10 rue de la Stratégie conformément aux conditions énoncées dans le bail et de fixer les loyers mensuels de base comme suit :

- studio (38 m<sup>2</sup>) : 390 €
- triplex 4 chambres (112 m<sup>2</sup>) : 850 €

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Regie voor het Grondbeleid**

#### **Vastelling van de basishuren van het gebouw gelegen 10 Krijgkunderstraat.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald art. 117 en 232;

Overwegend dat de Regie voor Grondbeleid het gebouw gelegen 10 Krijgkunderstraat binnenkort moet verhuren;

Overwegend dat de verhuring van het gebouw dient te gebeuren met een huurovereenkomst;

Gezien art. 4 van de uitvoeringsovereenkomst van 18 december 2014 betreffende de subsidiëring en de verhuring van de vernieuwde gebouwen;

Rekening houdend met de ligging van het gebouw en met de kostprijs van de renovatiewerken;

BESLIST

het gebouw gelegen te Oudergem, 10 Krijgkunderstraat te verhuren overeenkomstig de voorwaarden opgesomd in de huurovereenkomst en de maandelijkse basishuren als volgt vast te stellen :

- studio (38 m<sup>2</sup>) : 390 €
- triplex 4 kamers (112 m<sup>2</sup>) : 850 €

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0021 **Recette**

#### **Conseil de l'Action sociale et des Solidarités – Exercice 2018 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que le Conseil de l'Action Sociale et des Solidarités nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2018 ;

Vu que cette association a bénéficié d'un subside de 14.000,00 € en 2018.

Décide

D'approuver le compte 2018 du Conseil de l'Action Sociale et des solidarités.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit – Dienstjaar 2018 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit ons zijn rekening van 2018 heeft overgemaakt

Overwegende dat deze vereniging in 2018 een gemeentelijke subsidie ontving van 14.000,00 €;

Beslist

De rekening van het dienstjaar 2018 van de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0022 **Recette**

#### **Fabrique d'église anglicane unifiée - Holy Trinity - Exercice 2020 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Anglicane Unifiée et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2020 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 1er juillet 2019 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2020 présente un boni de 113,96 €, avec 241.438,96 € en recettes et 241.325,00 € en dépenses, sans intervention communale.

Décide

d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2020 de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.

La présente délibération, en cinq exemplaires, sera transmise à l'administration communale d'Ixelles pour suite voulue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 9 votes positifs, 3 votes négatifs, 11 abstentions.

*Non : Lieve Jorens, Christian Grétry, Anastasia Bakounine.*

*Abstentions : Sophie de Vos, Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois.*

---

## **Ontvangerij**

### **Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Holy Trinity - Dienstjaar 2020 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Verenigde Anglicaanse Kerk en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling op 1 juli 2019;

Gezien de begroting van het dienstjaar 2020 een boni van 113,96 € vertoont, met 241.438,96 € in ontvangsten en 241.325,00 € in uitgaven, zonder gemeentelijke tussenkomst;

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2020 de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in vijf exemplaren zal overgemaakt worden aan het Gemeentebestuur van Elsene voor verdere gevolg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 9 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 11 onthoudingen.

*Nee : Lieve Jorens, Christian Grétry, Anastasia Bakounine.*

*Onthoudingen : Sophie de Vos, Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois.*

---

26.09.2019/A/0023 **Recette**

### **International Protestant Church of Brussels - Exercice 2020 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'International Protestant Church of Brussels et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2020 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 29 juillet 2019 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2019 se présente en équilibre avec 39.865,00 € en recettes et en dépenses, avec une intervention communale de 4.945,59 € à répartir sur les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort et d'Uccle respectivement à hauteur de 23,26% (1.150,34 €), de 18,13% (896,64 €) et de 58,61 % (2.898,61 €).

Considérant que le budget 2020 contient des recettes réévaluées sans justification (cfr produits de troncs et de quêtes dont le montant est doublé par rapport aux recettes réels du compte 2018) ;

Considérant que le déficit présumé peut dès lors s'avérer faussé et que le supplément communal réclamé pour ce budget risque fort de ne pas correspondre pas au déficit réel du compte 2020, et entraîner donc un supplément communal complémentaire ;

Considérant que, au vu des commentaires présentant le budget, le déficit des années antérieures semble avoir été augmenté par la prise en compte des frais de déménagement



d'un pasteur vers les Etats-Unis, ce qui est sans lien avec l'exercice du culte en Belgique,  
Considérant que la cotisation à l'EPUB budgétisée en dépenses est significativement augmentée (10 500 € au lieu de 6 500) sans aucune justification;  
Considérant que ces éléments sont de nature à entraîner de manière injustifiée une augmentation significative de l'intervention communale dans le déficit de l'IPC;  
A l'unanimité

Décide

d'aviser défavorablement le budget de l'exercice 2020 de la fabrique de l'International Protestant Church of Brussels.

La présente délibération, en quintuple, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

## **Ontvangerij**

### **International Protestant Church of Brussels - Dienstjaar 2020 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de International Protestant Church of Brussels en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2020 van deze instelling op 29 juli 2020;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2020 zich in evenwicht voorstel met 39.865,00 € in ontvangsten en in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 4.945,59 €. De tussenkomst tussen Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Ukkel moet verdeeld worden - respectievelijk 23,26% (1.150,34 €), 18,13 % (896,64 €) en 58,61% (2.898,61 €).

Overwegende dat het budget 2020 fictieve inkomsten bevat (cfr bedrag van de inkomsten van de collectebus is verdubbeld ten opzichte van de reële inkomsten van de rekening in 2018) ;

Overwegende dat het voorziene begrotingstekort hierdoor foutief is en dat de gevraagde gemeentelijke subsidie van het budget niet overeenstemt met het reële begrotingstekort van de rekening 2020, en dus gepaard zal gaan met een bijkomende gemeentelijke subsidie ;

Met eenparigheid der stemmen;

Beslist

een ongunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2020 van de International Protestant Church of Brussels.

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren, zal overgemaakt worden aan De Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0024 **Recette**

### **Maison des Jeunes d'Auderghem - Exercice 2018 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Maison des jeunes d'Auderghem » exercice 2018.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Maison des Jeunes d'Auderghem - Dienstjaar 2018 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Maison des jeunes d'Auderghem » dienstjaar 2018 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0025 **Recette**

#### **Vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 mars 2019**

LE CONSEIL

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE

du procès-verbal de la vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 mars 2019 effectuée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Verificatie van de gemeentekas vastgesteld op 31 maart 2019**

DE RAAD

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het proces-verbaal van het onderzoek van de gemeentekas op datum van 31 maart 2019 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van de beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0026

**Recette**

**Vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 mars 2019**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

- du procès-verbal de la vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 mars 2019 effectuée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

**Ontvangerij**

**Verificatie van de kas van de Regie voor Grondbeleid op datum van 31 maart 2019**

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

- Van het proces-verbaal van onderzoek van de kas van de Regie van grondbeleid op datum van 31 maart 2019 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0027

**Service Juridique**

**Introduction d'une requête d'appel à l'encontre d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Bruxelles (rôle 2017/4513/A) et concernant les taxes enrôlées à charge de la BVBA CLEAR CHANNEL pour l'exercice d'imposition 2016 - troisième trimestre - MONTANT : 82.650,00 E - Autorisation d'ester en justice**

Le Collège,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège du 30 juillet 2019 ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire une requête d'appel à l'encontre du jugement du 18 juin 2019 (rôle 2017/4513/A) concernant les taxes enrôlées à charge de la BVBA CLEAR CHANNEL pour l'exercice d'imposition 2016 - troisième trimestre ;

- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre ff de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

**Beroep tegen het vonnis van het rechtbank van eerste aanleg (rol 2017/4513/A) en betreffende de ingekohierd belastingen op vaste panelen ten laste van BVBA CLEAR CHANNEL - Aanslagjaar 2016 - derde kwartaal - BEDRAG: 82.650,00 E -  
Machtiging om gerechtelijke procedures in te dienen**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 30 juli 2019 ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep tegen het vonnis van 18 juni 2019 in te dienen (rol 2017/4513/A) betreffende de ingekohierde belastingen ten laste van BVBA CLEAR CHANNEL voor het belastingjaar 2016 - derde kwartaal ;
- belast de Gemeentesecretaris en de dd. Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

*Christophe Magdalijns entre en séance / treedt in zitting.*

---

26.09.2019/A/0028

### **Service Juridique**

**Marché public conjoint Commune - CPAS relatif aux services d'assurances: Fixation des conditions du cahier des charges et choix du mode de passation - Modification suite à l'exercice de la tutelle générale sur les pouvoirs locaux**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu le Cahier spécial des charges n°JUR/TM/8-2019 qui définit les clauses administratives et techniques du présent marché ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 juin 2019 (#002/27.06.2019/A/0032#) ;

Considérant ce qui suit :

L'actuel marché public des assurances (ref. #002/19.01.2016/B/0092#) vient à expiration le 31 décembre 2019. Une remise en concurrence est donc nécessaire.

Le marché est conclu selon la procédure ouverte avec publication européenne.

Le marché est conclu pour une période de un an renouvelable trois fois (durée maximale quatre ans).

Le marché est organisé conjointement avec le CPAS d'Auderghem, conformément à l'article 2, 36° et 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Il n'y a pas de protocole d'accord nécessaire entre la Commune et le CPAS pour ce marché. Le 20 août 2019, le Ministre-président en charge des pouvoirs locaux a envoyé plusieurs remarques à l'administration communale. Vu ces remarques, les documents du marché approuvés par le Conseil du 27 juin 2019 doivent être modifiés. Les documents du marché sont donc à nouveau présentés au Conseil communal, après avoir été modifiés conformément aux remarques techniques émises par le Ministre-Président.

DECIDE :

- d'établir un marché conjoint Commune - CPAS ayant pour objet : "services d'assurances" par procédure ouverte avec publication européenne, de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier des charges n°JUR 8-2019 et d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense estimée à 230.000€/an et d'imputer cette somme aux articles 050/12408 ; 050/12508 ; 104/11701 ; 104/12708 ; 136/12708 ; 300/12408 ; 300/12508 ; 704/12408 ; 721/11701 ; 722/11701 ; 138/11701 ; 766/12708 ; 7671/12508 ; 771/12408 ; 834/12408 du budget ordinaire de 2019;
- de charger le Collège de désigner un fonctionnaire délégué pour le suivi de l'exécution de ce marché ;
- de transmettre cette délibération et toutes les pièces justificatives au Ministre-Président en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Gezamenlijke opdracht Gemeente - OCMW betreffende verzekeringsdiensten – Bepaling voorwaarden van het lastenboek en keuze van de wijze van gunning - Wijziging wegens de uitoefening van het algemeen toezicht op de plaatselijke besturen**

#### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het lastenboek n° JUR/TM/8-2019 dat de contractuele administratieve en technische clausules van deze opdracht bepaalt;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 27 juni 2019 ((#002/27.06.2019/A/0032#) ;

Overwegende dat :

De huidige opdracht betreffende de verzekering diensten (ref. #002/19.01.2016/B/0092#) zal op 31 december 2019 verlopen zijn. Daarom, is een nieuw oproep tot mededinging nodig.

De opdracht is geplaatst volgens een openbare procedure met Europese bekendmaking.

De opdracht is gesloten voor een jaar en kan driemaal voor dezelfde duur hernieuwd worden (Maximum duur vier jaren).

De opdracht is gezamenlijk georganiseerd met het OCMW van Oudergem krachtens artikelen 2, 36° en 48 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Er is geen overeenkomst nodig tussen de gemeente en het OCMW voor deze opdracht.  
Op 20 augustus 2019, heeft de Minister-President belast met de plaatselijke besturen verschillende opmerkingen aan het gemeentebestuur verzonden. Aangezien deze opmerkingen, dienen de opdrachtdocumenten goedgekeurd door de raad van 27 juni 2019 te worden gewijzigd.

De opdrachtdocumenten zijn daarom opnieuw aan de gemeenteraad voorgesteld na wijziging in overeenstemming met de technische opmerkingen geformuleerd door het Minister-President.

BESLIST :

- een gezamenlijke opdracht vast te leggen met als voorwerp "verzekering diensten" volgens openbare procedure met europese bekendmaking, de gunningsvoorwaarden van de opdracht te bepalen overeenkomstig het bijzondere lastenboek n°JUR 8-2019 en het bericht van publicatie goed te keuren;
- de geschatte uitgave van 230.000 Euros/jaar BTW incl bedraagt goed te keuren en de som te boeken op de volgende artikelen 050/12408 ; 050/12508 ; 104/11701; 104/12708 ; 136/12708 ; 300/12408 ; 300/12508 ; 704/12408 ; 721/11701 ; 722/11701 ; 138/11701 ; 766/12708 ; 7671/12508 ; 771/12408 ; 834/12408 van de gewone begroting 2019 ;
- Om het College te belasten met de benoeming van een afgevaardigd ambtenaar bevoegd voor de opvolging van de uitvoering van de opdracht ;
- om deze beraadslaging met alle stukken toe te sturen aan de Minister-President belast met Plaatselijke Besturen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0029

### **Service Juridique**

#### **Rénovation des trottoirs et voiries - Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation de la dépense et du cahier des charges**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 58 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs ;

Vu le cahier spécial des charges n°ED2/2019 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 651.000 € soit 905.866, 5 TVA et provision de 15 % pour circonstances imprévues comprises;

Vu qu'un montant de 1.000.000,00 € est prévu à l'article 421/735.60 « trav. voiries et trottoirs » du budget extraordinaire de 2019 ;

Vu la nécessité de ne pas allotir le marché pour les motifs suivants :

- un marché divisé en lots différents selon les rues et/ou quartiers crée une trop lourde

charge de travail pour l'administration pour coordonner l'exécution des différents;

- un marché à lots aurait des effets très néfastes en matière de mobilité : si les lots doivent être attribués à différents entrepreneurs, l'obligation imposée par la législation sur les marchés publics de notifier l'ordre de commencer les travaux dans un délai entre 45 et 75 jours de la notification de l'attribution amènera l'exécution simultanée de travaux dans plusieurs quartiers avec une congestion du trafic et des entraves à la mobilité se cumulant;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°ED2/2019

- de ne pas diviser le marché en lots ;

- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;

- d'approuver l'avis de publication en annexe ;

- d'approuver la dépense, estimée à 905.866, 50 TVA comprise ;

- d'imputer cette dépense à l'article 421/735.60 « trav. voiries et trottoirs » du budget extraordinaire de 2019 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Renovatie van trottoirs en wegen - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek**

De RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken.

Gelet het Ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers.

Gezien de werken voorde renovatie van het glazen dak van het Sportcentrum, gelegen op de Dorpelingenstraat 89 te 1160 Brussel, noodzakelijk zijn omdat er veel waterinfiltratie is ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° ED2/2019 dat de contractuele administratieve en technische clausules van deze opdracht bepaalt;

Gezien het totaal bedrag van de opdracht geschat wordt op 651.000 excl. BTW d.w.z 905.866, 50 BTW en provisie van 15 % voor onvoorzienbare omstandigheden inbegrepen ;

Gezien er een bedrag van 1.000.000,00 € voorzien is op het artikel 421/735.60 “Werken bestrating en voetpaden” van de buitengewone begroting van 2019 ;

Overwegende dat het niet verdelen van de overheidsopdracht in percelen wordt gerechtvaardigd door de volgende motieven :

- een overheidsopdracht dat verdeeld is in verschillende percelen volgens de straten en/of buurten creëert te veel werklast voor de administratie om de uitvoering van de verschillende percelen door verschillende ondernemers te coördineren;

- een opdracht verdeeld in percelen zou zeer negatieve gevolgen hebben voor de mobiliteit: indien de percelen aan verschillende aannemers worden gegund, zal de verplichting van de wetgeving inzake overheidsopdrachten om het bevel om met de werkzaamheden te beginnen binnen 45 tot 75 dagen na de kennisgeving van de gunning van de opdracht mee te delen, leiden tot de gelijktijdige uitvoering van de werken in verschillende buurten met verkeersopstoppingen en cumulatieve mobiliteitshindernissen als gevolg;

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

**BESLIST :**

- om de opdracht voor werken op te stellen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking en de toewijzingswijze van de opdracht vast te leggen volgens het bijzonder lastenboek n°ED2/2019;

- om de openbare markt niet in percelen te verdelen;

- om de Heer Didier SCHOTTE aan te duiden als veiligheidscoördinator op de werf van deze opdracht;

- om de in bijlage aankondiging goed te keuren ;

- om de uitgave, geschat op 905.866, 50 BTW inbegrepen ;

- om deze uitgave in te voeren op het artikel 421/735.60 “Werken bestrating en voetpaden” van de buitengewone begroting van 2019 ;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

26.09.2019/A/0030 **Service Juridique**

### **Règlement-taxe pour l'occupation des biens communaux - Modification**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nouvelle loi communale, article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 ;

#### **Article 1**

Il est établi une taxe à charge des occupants des locaux et des biens communaux à partir du **1er octobre 2019** et ce jusqu'au **31 décembre 2023**.

#### **Article 2**

Les taxes et cautions doivent être payées à la caisse communale avant le début de l'occupation.

Elles s'établissent comme suit:

#### **1) STADE COMMUNAL**



La location d'un terrain comprend l'utilisation de vestiaires, de douches et l'éclairage du terrain en cas de nécessité.

Tarif préférentiel pour les clubs agréés par le Collège sur proposition de la commission sportive.

<b>Occupations régulières (de mi août à fin mai)</b>	<b>Tarif ordinaire</b>	<b>Tarif préférentiel</b>
Un terrain toutes les semaines	1.200 €	200 €
Un terrain une semaine sur deux	600 €	100 €
Un demi-terrain toutes les semaines	600 €	100 €
Un demi-terrain une semaine sur deux	300 €	50 €
<b>Occupations occasionnelles et stages</b>	<b>Tarif ordinaire</b>	<b>Tarif préférentiel</b>
Un terrain pour une occupation de 2h	50 €	5 €
Un terrain pour l'occupation d'une demi-journée	100 €	10 €
Un terrain pour l'occupation d'une journée	200 €	20 €

## 2) LOCAUX DIVERS

a) Locaux scolaires (gymnase, préau, classe, cuisine...)

30 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier.

Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 6 € par jour.

b) Autres locaux (salle de réunion...)

20 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier.

Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 3 € par jour.

Les montants ci-dessus sont plafonnés à 500 € par an pour les groupements agréés par le Collège (pour les groupement sportifs sur proposition de la Commission Sportive).

1000 € par an pour les autres groupements.

Caution : 125 € par an à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.

Occupations occasionnelles pour des activités à caractère sportif, culturel ou social pour lesquelles un droit de participation ou d'entrée peut cependant être réclamé afin de couvrir certains frais :

	Une soirée	Un week-end
<b>Tarif préférentiel pour les groupements agréés par le Collège</b>		
- Salle de gymnastique	25€	50€
- Préau d'école	100€	150€
- Salle de réunion (complexe administratif)	8€	12,5€
- Autres locaux	12,5€	25 €
<b>Tarif ordinaire</b>		
- Salle de gymnastique	40€	80€
- Préau d'école	125€	175€

- Salle de réunion (complexe administratif)	10€	15€
- Autres locaux	15€	40€

Caution : 75 € à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.

### 3) CENTRE SPORTIF COMMUNAL

La location d'une salle comprend l'utilisation de vestiaires, de douches et l'éclairage de la salle en cas de nécessité.

Tarif préférentiel pour les clubs agréés par le Collège sur proposition de la commission sportive.

#### Occupations régulières (de début août à fin juin)

Le tarif ordinaire est de 15 € l'heure pour les locations de groupements sportifs composés quasi exclusivement d'adultes occupants à l'année.

Le tarif préférentiel est de 5€ l'heure pour les locations de groupements sportifs répondant à l'un des critères suivants :

- pour les clubs pratiquant un sport collectif comprenant des équipes d'âge
- pour les clubs composés quasi exclusivement de personnes de moins de 18 ans
- pour les établissements scolaires.

#### Occupations occasionnelles et stages

Tarif ordinaire par jour Salle omnisports	100 €
Tarif préférentiel par jour Salle omnisports	20 €

### 4) GYMNASIUM

La location d'une salle comprend l'utilisation de vestiaires, de douches et l'éclairage de la salle en cas de nécessité.

Tarif préférentiel pour les clubs agréés par le Collège sur proposition de la commission sportive ou un club occupant au minimum 10h par semaine dans un complexe sportif communal.

<b>Occupations régulières (de début septembre à fin juin)</b>	Tarif ordinaire	Tarif préférentiel
Salle omnisports	25 €/h	13€/h
Terrain de badminton (salle omnisport)	6 €/h	/
Salle rouge	20 €/h	10 €/h
Salle de danse-fitness	20 €/h	10 €/h
Salle mauve	15 €/h	10 €/h
Salle verte-dojo	15 €/h	10 €/h

Un tarif différencié est proposé aux occupants selon qu'il s'agit d'occupations à l'année telles que définies ci-dessus et les autres occupations.

<b>Occupations occasionnelles et stages</b>	Tarif ordinaire par jour	Tarif préférentiel par jour
Salle omnisports	100 €	40 €
Salle rouge	50 €	20 €
Salle de danse-fitness	50 €	20 €
Salle mauve	50 €	20 €
Salle vertte-dojo	50 €	20 €

### Article 3

Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.

### Article 4

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations de locaux faisant l'objet d'un contrat séparé entre les groupements et l'administration communale.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

## Juridische dienst

### Belasting-Reglement op het gebruik van de gemeentegoederen - Wijziging

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgmeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

#### Artikel 1

Er wordt een belasting vastgesteld ten laste van de gebruikers van de gemeentelijke goederen vanaf 1<sup>ste</sup> september 2019 tot en met 31 augustus 2023.

#### Artikel 2

De belastingen en waarborgen, moeten aan de gemeentelijke ontvangerij worden betaald voor het begin van de bezetting, worden als volgt opgesteld :

##### 1) GEMEENTELIJK STADION

De huur van een sportterrein bevat het gebruik van de kleedkamers, de douches en de verlichting van het terrein indien nodig.

Voordeeltarief voor clubs die erkend zijn door het College op voorstel van de sportcommissie.

<u>Regelmatische bezettingen</u>	<b>GEWOON TARIEF</b>	<b>VOORDEELTARIEF</b>
Een terrein iedere week	1.200 €	200 €
Een terrein 1 week op 2	600 €	100 €
½ terrein iedere week	600 €	100 €
½ terrein 1 week op 2	300 €	50 €
<u>Occasionele bezettingen en stages</u>	<b>GEWOON TARIEF</b>	<b>VOORDEELT TARIEF</b>

Een terrein voor een bezetting van 2u	50 €	5 €
Een terrein voor een bezetting van ½ dag	100 €	10 €
Een terrein voor een bezetting van 1 dag	200 €	20 €

## 2) DIVERSE LOKALEN

### Regelmatige bezettingen

a) Schoollokalen (turnzaal, speelplaats, klas, keuken...)

30 € per maand voor een bezetting van één dag per week, iedere maand die wordt aangevat wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden met 6 € per dag.

b) Andere lokalen (vergaderzaal...)

20 € per maand voor een bezetting van één dag per week, iedere maand die wordt aangevat wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 3 € per dag.

De hierboven vermelde bedragen worden beperkt tot 500 € per jaar voor verenigingen, erkend door het College (voor de sportieve verenigingen op voorstel van de Sportcommissie).

1000 € voor de andere verenigingen.

Borgtocht : 125 € per jaar te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

Gelegenheidsbezettingen voor activiteiten met sportief- cultureel- of sociaal karakter waarvoor er een deelnemingsrecht of ingangsprijs kan gevraagd worden om bepaalde kosten te dekken.

	Een avond	Een weekend
Gewoon tarief		
Gymnastiekzaal	40 €	80 €
Overdekte speelplaats	125 €	175 €
Vergaderzaal (administratief complex)	10 €	15 €
Andere lokalen	15 €	40 €
Voordeeltarief voor verenigingen erkend door het College		
Gymnastiekzaal	25 €	50 €
Overdekte speelplaats	100 €	150 €
Vergaderzaal (administratief complex)	8 €	12,50 €
Andere lokalen	12,50 €	25 €

Borgtocht : 75 € te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

## 3) GEMEENTELIJK SPORTCENTRUM

De huur van een zaal bevat het gebruik van de kleedkamers, de douches en de verlichting van het terrein indien nodig.

Voordeeltarief voor clubs die erkend zijn door het College op voorstel van de sportcommissie.

### Regelmatige bezettingen (begin augustus tot eind juni)

Het gewoon tarief bedraagt 15 €/u voor sportclubs die bijna uitsluitend samengesteld zijn uit volwassenen met een bezetting per jaar.

Het voordeeltarief bedraagt 5 €/u voor sportclubs die aan één van de volgende criteria voldoen :

- voor clubs die een ploegsport beoefenen bestaande uit jaarploegen
- voor clubs samengesteld door bijna exclusieve personen van minder dan 18 jaar
- voor de onderwijsinrichtingen.

### Occasionele bezettingen en stages

Gewoon tarief per dag

Omnisportzaal 100 €

Voordeeltarief per dag

Omnisportzaal 20 €

### 4) GYMNASIUM

De huur van een zaal bevat het gebruik van de kleedkamers, de douches en de verlichting van de zaal indien nodig.

Voordeeltarief voor clubs erkend door het College op voorstel van de Sportcommissie of een club met een bezetting van minimum 10u/week in een gemeentelijk sportcomplex.

<u>Regelmatige bezetting</u> (van begin september tot eind juni)	<b>GEWOON TARIEF</b>	<b>VOORDEELTARIEF</b>
Omnisportzaal	25 €/u	13 €/u
Badmintonveld (omnisportzaal)	6 €/u	/
Rode zaal	20 €/u	10 €/u
Dans- en fitnesszaal	20 €/u	10 €/u
Paarse zaal	15 €/u	10 €/u
Groene zaal en dojo	15 €/u	10 €/u

Er wordt een voordeeltarief voorgesteld aan de bezetters voor bezettingen per jaar.

<u>Occasionele bezettingen en stages</u>	Gewoon tarief per dag	Voordeeltarief per dag
Omnisportzaal	100 €	40 €
Rode zaal	50 €	20 €
Dans- en fitnesszaal	50 €	20 €
Paarse zaal	50 €	20 €
Groene zaal en dojo	50 €	20 €

### **Artikel 3**

De toelatingen worden verleend door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig de door haar vastgestelde voorwaarden.

### **Artikel 4**

Vallen niet onder toepassing van huidig reglement, de bezettingen die het voorwerp uitmaken van een aparte overeenkomst tussen de verenigingen en het Gemeentebestuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp  
(MR-Open VLD) : Rénovation Rouge-Cloître**

Madame la Bourgmestre,

Mesdames, Messieurs les Échevins,

La rénovation du Rouge-Cloître a été lancée récemment. Toutefois, aucun projet n'a été présenté au Conseil communal. De plus, selon le plan triennal 2019-2021, le budget relatif à la rénovation du Rouge-cloître, à charge de la commune, n'est prévu qu'à partir de 2020. Enfin, selon le budget 2019, 250 000 euros étaient prévus uniquement pour la désignation d'un architecte CSC rénovation des bâtiments.

Lors du débat sur le budget 2019 et du plan triennal, le collège a confirmé que le projet n'était pas encore prêt pour entamer à court terme la rénovation du site. Or aujourd'hui, les travaux sont en cours.

Le collège peut-il répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le projet de rénovation du Rouge-Cloître ?
2. Quel est le rôle exact de la commune dans la rénovation de ce lieu ?
3. Pourquoi la rénovation a-t-elle commencé alors que tout prêtait à croire qu'aucune rénovation n'aurait lieu à court terme ?

**Réponse de Madame Sophie de Vos, Echevine**

1. *Quel est le projet de rénovation du Rouge-Cloître ?*

La Maison du Prieur

2. *Quel est le rôle exact de la commune dans la rénovation de ce lieu ?*

Des demandes multiples depuis plus de 20 ans qu'il était laissé à l'abandon

3. *Pourquoi la rénovation a-t-elle commencé alors que tout prêtait à croire qu'aucune rénovation n'aurait lieu à court terme ?*

Car ce sont des travaux différents dans des bâtiments différents réalisés par un commanditaire différent (la régie foncière régionale)

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp  
(MR-Open VLD): renovatie Rood-Klooster**

Mevrouw de burgemeester,

Geachte dames en heren schepenen,

Onlangs is de renovatie van het Rood-Klooster gelanceerd. Tot op heden werd echter nog geen project voorgelegd aan de gemeenteraad. Bovendien is volgens het driejarenplan 2019-2021 het budget voor de renovatie van het Rood-Klooster, ten laste van de gemeente, pas voorzien vanaf 2020. Volgens het budget 2019 was er een bedrag vooropgesteld van € 250.000 enkel voor de aanstelling van een architect bestek renovatie gebouwen.

Naar aanleiding van het debat over de begroting 2019 en het driejaarlijks plan heeft het

college bevestigd dat het project nog niet voldoende gevorderd was om op korte termijn te starten met de renovatie van de site. Vandaag zijn de werken echter volop bezig.

Kan het college de volgende vragen beantwoorden:

1. Waaruit bestaan de renovatiewerken van het Rood-Klooster?
2. Welke rol speelt de gemeente in de renovatie van deze plaats?
3. Waarom zijn de renovatiewerken gestart terwijl alles liet veronderstellen dat geen renovatie zou gebeuren op korte termijn?

**Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen**

1. *Waaruit bestaan de renovatiewerken van het Rood-Klooster?*

Het Priorhuis

2. *Welke rol speelt de gemeente in de renovatie van deze plaats?*

Meerdere vragen tot renovatie van deze plaats die reeds meer dan 20 jaar verlaten is

3. *Waarom zijn de renovatiewerken gestart terwijl alles liet veronderstellen dat geen renovatie zou gebeuren op korte termijn?*

Het gaat om verschillende werken in verschillende gebouwen door een andere opdrachtgever (Grondregie)

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0032

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) relative à la disposition des bureaux au conseil communal**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) over de inrichting van de kantoren in de gemeenteraad**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

26.09.2019/A/0033

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD) : à propos des commémorations de la 2ème guerre mondiale des 75 ans de la Libération**

Monsieur le Bourgmestre,  
Chers Collègues,

Les 3 et 4 septembre, Bruxelles commémorait le 75<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération. A Auderghem en revanche, on a un peu l'impression que ces journées de commémoration n'ont pas eu lieu cette année. Pourtant, je ne vous apprendrai rien en rappelant que le 3 septembre 1944, notre commune a été avec Woluwe un des premiers lieux de Bruxelles à être libéré par les Irish Guards.

La situation de 2019 contraste nettement avec le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération à Auderghem en 1994 : feux d'artifice, exposition, invitation des Welch Guards, plantation d'un arbre commémoratif aux Square du Sacré Cœur etc...

C'est un simple constat, mais qui nous étonne, surtout à une époque où les extrémismes montent en force en Europe. Les événements de la Seconde guerre mondiale sembleraient-ils désormais trop éloignés dans le temps ?

En tout cas, nous avons les questions suivantes :

- Pourquoi la commune n'a-t-elle pas pris d'initiative pour commémorer le 75<sup>ème</sup> anniversaire de la libération d'Auderghem ?
- Vu la nécessité du devoir de mémoire, ne serait-il pas intéressant de créer un groupe de travail, composé d'habitants de tous âges de notre commune, qui s'occuperait de manière structurée de la mémoire de la Première et de la Seconde Guerre Mondiale à Auderghem ? Au-delà des événements officiels comme le 11 novembre, elle pourrait imaginer des activités pour rendre la commémoration plus concrète pour les jeunes générations et les futures générations d'Auderghemois. Pour rappel, l'an prochain on commémorera déjà les 80 ans de l'offensive allemande en mai 1940...

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

#### **Réponse de Madame Eloïse Defosset, Echevine**

Il est vrai que je n'ai pas voulu organiser un énième cortège avec derrière, finalement très peu de personnes pour le suivre. Si mes souvenirs sont bons, nous n'étions pas nombreux la dernière fois : 10 à tout casser ! N'étant pas encore en place l'année passée, il m'était assez difficile d'organiser un 'événement' en tant que tel.

Toutefois, la commémoration des 75 ans de la Libération a bien été anticipée ; nous n'avons pas attendu septembre 2019 pour faire notre 'devoir' de mémoire puisque une brochure est parue déjà en 2017 par le Cercle d'Histoire (puisque oui, il existe un Cercle d'Histoire qui a déjà fait appel aux mémoires auderghemoises pour résoudre des énigmes, et qui reste ouvert à toutes suggestions en rapport, forcément, avec l'Histoire de la Commune).

Ensuite, les 75 ans de la Libération fera aussi l'objet d'un chapitre, ou d'une rubrique, dans le nouveau livre qui sortira fin de l'année. Je vais laisser la parole à Sophie de Vos, qui a mené à bien ce projet et qui pourra vous en dire davantage.

Auderghem prend donc à cœur son devoir quotidien de mémoire.

#### **Réponse de Madame Sophie de Vos, Echevine**

Je confirme qu'organiser un événement commémoratif digne de ce nom se prépare bien en amont et que nous avons plutôt choisi de *mettre le paquet* sur les commémorations du centenaire de la première guerre mondiale, avec des événements organisés de 2014 à 2018 , pour rappel :

- ateliers mémoire dans les écoles



- ciné-club thématique (qui a été reconduit avec d'autres thèmes d'année en année d'ailleurs)
- parcours promenades virtuel (QR codes)
- exposition Alfred Bastien au centre d'art de RC (auteur du panorama de l'Yser)
- plaque commémorative rue Alfred Bastien
- grosse rénovation du monument aux morts du rond point-souverain
- grande journée de commémoration à Val Duchesse ...car oui le devoir de mémoire est important et je pense que nous n'avons eu de cesse de le rappeler lors de toutes ces activités de 2014 à 2018

Et oui, pour 2019 nous avons été plus discret mais nous avons préparé un carnet du cercle d'histoire qui sera effectivement intégralement repris dans le livre à paraître pour la fin de l'année ...sur l'occupation mais sur bien d'autres choses encore... il y a tellement de mémoires à honorer !!!

Nous sommes par exemple occupés à la rédaction de deux autres carnets qui seront encore prêts cette année sur les résistants d'une part et sur des personnalités ayant reçu le titre de justes parmi les nations, car ayant cachés des enfants juifs pendant la guerre.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

### **Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): herdenkingen Tweede Wereldoorlog - 75ste verjaardag van de Bevrijding**

Mijnheer de burgemeester,  
Geachte collega's,

Op 3 en 4 september heeft Brussel de 75<sup>ste</sup> verjaardag van de Bevrijding herdacht. In Oudergem hebben we de indruk dat deze herdenking dit jaar niet heeft plaatsgevonden. Maar ik zeg niets nieuws wanneer ik eraan herinner dat op 3 september 1944 onze gemeente een van de eerste plaatsen van Brussel was die door de Irish Guards bevrijd werd.

De toestand in 2019 staat in schril contrast met de 50<sup>ste</sup> verjaardag van de Bevrijding van Oudergem in 1994: vuurwerk, tentoonstelling, bezoek van de Welsh Guards, planten van een herdenkingsboom aan het Heilig-Hartsquare enz.

Het is een vaststelling die ons sterk verwondert in een periode waarin de extremisten in Europa winnen aan slagkracht. Liggen de gebeurtenissen van de Tweede Wereldoorlog al te ver van ons verwijderd in de tijd?

Wij stellen ons de volgende vragen:

- Waarom heeft de gemeente geen initiatief genomen om de 75<sup>ste</sup> verjaardag van de bevrijding van Oudergem te herdenken?
- Omdat het onze plicht is te herdenken, stellen wij ons de vraag of het niet interessant zou zijn om een werkgroep op te richten die bestaat uit bewoners van alle leeftijden van onze gemeente die zich op structurele wijze zou bezighouden met de herdenking van de Eerste en Tweede Wereldoorlog in Oudergem? Naast de officiële evenementen zoals 11 november zou de werkgroep activiteiten kunnen organiseren om de herdenking voor de jongere en de toekomstige generaties Oudergemmers meer concreet te maken. Zoals bekend, herdenken wij volgend jaar de 80ste

verjaardag van het Duitse offensief in mei 1940...

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**Antwoord van mevrouw Eloïse Defosset, schepen**

Het klopt dat ik geen zoveelste stoet met een heel kleine opkomst wou organiseren. Als ik mij goed herinner, was de opkomst de laatste keer heel beperkt: hoogstens 10 personen! Aangezien ik vorig jaar nog niet in functie was, was het moeilijk om iets te organiseren.

Maar de 75ste verjaardag van de Bevrijding zal zeker herdacht worden; wij hebben niet gewacht tot in september 2019 om te voldoen aan onze 'plicht' tot herdenken aangezien er reeds in 2017 een brochure uitgebracht werd door de Historische Kring (want ja, er bestaat een Historische Kring die hoopt aan de hand van herinneringen van Oudergemnaars raadsels op te lossen en die openstaat voor alle suggesties in verband met de geschiedenis van de gemeente).

Aan de 75ste verjaardag van de Bevrijding zal ook een hoofdstuk of rubriek gewijd worden in het nieuwe boek dat eind dit jaar verschijnt. Ik geef het woord aan Sophie de Vos die dit project leidt en er meer kan over vertellen.

Oudergem neemt haar dagelijkse plicht tot herdenking ter harte!

**Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen**

Ik bevestig dat het organiseren van een waardig herdenkingsevenement op voorhand moet voorbereid worden en dat wij ervoor gekozen hebben om *ons volledig te richten* op de herdenking van de honderdste verjaardag van de Eerste Wereldoorlog, met evenementen die georganiseerd werden van 2014 tot 2018, waaronder:

- historische ateliers in de scholen
- thematische cinéclub (van jaar tot jaar verlengd met andere thema's)
- virtueel wandelparcours (QR-codes)
- tentoonstelling Alfred Bastien in het kunstcentrum van het Rood-Klooster (auteur van het "panorama de l'Yser")
- herdenkingsplaat Alfred Bastienstraat
- grondige renovatie van het dodenmonument op de rotonde van de Vorstlaan
- herdenkingsdag in Hertoginnedal ... juist omdat de plicht tot herdenken belangrijk is en ik denk dat wij dit naar aanleiding van al deze activiteiten van 2014 tot 2018 gedaan hebben

Het klopt dat wij het in 2019 meer bescheiden gedaan hebben maar wij hebben een document voorbereid van de Historische Kring dat integraal opgenomen zal worden in het boek dat voor het einde van dit jaar gaat verschijnen ... uiteraard over de bezetting maar ook over vele andere zaken .... er zijn zoveel herinneringen die wij moeten eren!!!

Zo hebben wij onder andere twee andere documenten opgesteld die dit jaar nog afgewerkt zullen zijn, enerzijds over de verzetsstrijders en anderzijds over de personaliteiten die de titel gekregen hebben van rechtvaardigen onder de volkeren omdat zij tijdens de oorlog Joodse kinderen verstoppt hebben.

De Raad neemt akte.

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp  
(MR-Open VLD) : à propos de la stratégie de la commune en matière de terrasses**

Monsieur le Bourgmestre,

Chers Collègues,

En juillet, dans un article de La Capitale (27 juillet 2019) faisant référence à la décision de certaines communes d'instaurer une heure de fermeture des terrasses horeca, on pouvait lire : « *Auderghem n'ayant pas de règlement spécifique pour les horaires de fermeture des terrasses, les commerçants doivent se reporter au règlement général de police (RGP) et éviter le tapage nocturne. A 22h, les établissements ne peuvent pas faire de bruit dont le volume dépasse les 70 décibels.* »

Commentaire de Madame Sophie De Vos, Echevine des Espaces publics, dans le même article : « *En même temps, il n'y a pas beaucoup de terrasses à Auderghem.* »

J'avoue avoir été interpellée par cette réponse, qui témoigne d'un certain fatalisme face au manque d'animation commerciale dans la commune.

Mes questions sont les suivantes :

- Combien y a-t-il de terrasses sur le territoire de la commune ?
- Selon vous, est-ce un nombre satisfaisant ?
- Que faites-vous/que comptez-vous faire pour améliorer le dynamisme du secteur Horeca à Auderghem ?
- Comment faire en sorte que le secteur travaille en bonne entente avec les riverains ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Monsieur Van Gorp,

Je vous remercie pour votre question.

La commune d'Auderghem compte une soixantaine de commerce proposant de la restauration sur son territoire. Il s'agit selon moi d'un nombre intéressant.

Le collège met en place une politique volontariste en matière d'installation et de soutien du secteur Horeca. En voici quelques exemples :

- En 2016, le Collège a décidé, suite à une vaste enquête auprès des commerçants auderghemois, de supprimer la taxe communale sur l'occupation de l'espace public pour les commerçants. Cela signifie donc que plus aucun d'entre-eux ne doit payer de taxe à l'installation d'une terrasse ou d'un étalage sur l'espace public.

Cette mesure semble satisfaire l'ensemble du secteur. De plus, presque aucun PV d'infraction au règlement de police n'est dressé pour occupation abusive de l'espace public par des exploitants de terrasse. Vu l'évaluation positive de cette suppression, il sera donc proposé à cette assemblée de supprimer cette taxe formellement lors des renouvellements des divers règlements taxes.

- Autre exemple : les commerces présentant des enseignes sur façade de moins de 3 m<sup>2</sup> sont exonérés de taxe et les vitrines présentant une enseigne de moins d'1,5 m<sup>2</sup> le sont aussi.
- De nombreuses activités sont organisées ou soutenues par la commune pour valoriser les commerçants locaux, comme : le Marathon Jazz, la visite de Saint

Nicolas, le week-end du client, le concours « fleurir Auderghem », le marché de Noël ou encore les apéros du Boulevard.

- Le secteur Horeca est aussi soutenu par le « Label Short Food » attribués aux restaurateurs selon différents critères : présence sur le carte de 10 produits fabriqués ou cultivés en Belgique, un menu, un plat ou un dessert « 50km », *ou encore mettre à la carte une recette spéciale ayant un lien avec Auderghem. Ce label sera d'ailleurs bientôt étendu aux commerces alimentaires.*
- Enfin, la commune soutien et permet parfois l'accélération des démarches liées à l'ouverture du nouveaux commerces.

Pour répondre à votre question qui concerne les relations entre les riverains et les commerçants, nos services maintiennent des contacts très fréquents avec les commerçants et les riverains, que ce soit le service de la voirie, les gardiens de la paix ou d'autre. En cas de conflit une médiation est toujours proposée par le service de la prévention. Ces contacts sur le terrain permettent le dialogue, qui, il me semble, est souvent la meilleure solution et permet de prévenir bien des conflits.

Le Conseil prend acte.

---

### Secretariaat

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): gemeentebelid inzake terrassen**

Mijnheer de burgemeester,  
Geachte collega's,

In juli, in een artikel van La Capitale (27 juli 2019) waarin verwezen wordt naar de beslissing van een aantal gemeentes om een sluitingsuur in te voeren voor de horecaterrassen, stond onder meer het volgende: *"Aangezien Oudergem geen specifieke regeling heeft wat betreft het sluitingsuur van horecaterrassen moeten de handelaars terugvallen op het algemeen politiereglement (APR) en nachtelijk rumoer vermijden. Na 22.00 u. mag het geluidsniveau 70 decibel niet overschrijden."*

Commentaar van mevrouw Sophie De Vos, schepen Openbare Ruimte, in hetzelfde artikel: *"Terzelfder tijd zijn er weinig terrassen in Oudergem."*

Ik beken dat dit antwoord mij verbaasd heeft; het getuigt van een zeker fatalisme wat betreft het gebrek aan handelsanimatie in de gemeente.

Mijn vragen luiden als volgt:

- Hoeveel terrassen zijn er op het grondgebied van de gemeente Oudergem?
- Is dit aantal volgens u voldoende?
- Wat doet u/wat bent u van plan te doen om het dynamisme te verbeteren van de horeca in Oudergem?
- Hoe kan dit gerealiseerd worden rekening houdend met een goede verstandhouding tussen de horeca en de omwonenden?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

#### **Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Geachte heer Van Gorp,

Bedankt voor uw vraag.

De gemeente Oudergem heeft op haar grondgebied een zestigtal horecazaken. Dit is

volgens mij een niet te verwaarlozen aantal.

Het college moedigt een proactieve aanpak aan wat betreft het installeren en steunen van de horeca. Hieronder enkele voorbeelden:

- In 2016 heeft het college beslist, na een uitgebreid onderzoek bij de handelaars van Oudergem, de gemeentebelasting op de openbare ruimte voor de handelaars af te schaffen. Dit betekent dat geen enkele handelaar nog belasting moet betalen bij de installatie van een terras of etalage op de openbare ruimte.

Deze maatregel lijkt de volledige sector genoegdoening te geven. Bovendien worden bijna geen processen-verbaal meer opgemaakt in geval van inbreuk op het politiereglement wegens het wederrechtelijk gebruik van de openbare ruimte door terrasuitbaters. Gelet op de positieve evaluatie van deze afschaffing zal aan deze vergadering voorgesteld worden deze belasting formeel af te schaffen bij de verlenging van de verschillende belastingen.

- Een ander voorbeeld: de handelaars die op hun gevel een uithangbord hebben van minstens 3 m<sup>2</sup> zijn vrijgesteld van belasting evenals de uitstalramen met een uithangbord van minstens 1,5 m<sup>2</sup>.
- De gemeente organiseert verschillende activiteiten om de plaatselijke handelaars te steunen zoals: Marathon Jazz, bezoek van Sinterklaas, weekend van de klant, wedstrijd "Oudergem in de bloemen", kerstmarkt of "apéros du Boulevard".
- De horecasector wordt ook gesteund door "Label Short Food", toegekend aan de restauranthouders volgens verschillende criteria: 10 producten op de kaart die in België gefabriceerd of gecultiveerd zijn, een "50 km" menu, plat of dessert *of een bijzonder recept op de kaart dat een band heeft met Oudergem. Dit label zal binnenkort ook uitgebreid worden tot de voedingszaken.*
- Ten slotte steunt de gemeente de opening van nieuwe handelszaken en laat zij soms de versnelling toe van de verschillende stappen met betrekking tot de opening van nieuwe handelszaken.

Om te antwoorden op uw vraag die betrekking heeft op de verhouding tussen de omwonenden en de handelaars, onderhouden onze diensten regelmatige contacten met de handelaars en de buurtbewoners, zowel de dienst van het wegennet, de gemeenschapswacht als andere. In geval van betwisting stelt de dienst preventie altijd bemiddeling voor. Deze contacten op het terrein maken een dialoog mogelijk wat volgens mij de beste oplossing is en toelaat conflicten te vermijden.

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0035

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD) : à propos des implications de la déclaration de Politique régionale pour la commune d'Auderghem**

Monsieur le Bourgmestre,

Chers Collègues,

La Déclaration de Politique régionale du nouveau gouvernement de Bruxelles-Capitale a été publiée en juillet dernier.

Fort logiquement, de très nombreuses propositions régionales ont une implication importante au niveau des communes. Je cite, par exemple : les rénovations d'immeubles, les logements sociaux, les bassins d'orage, les cartes de riverains et plus généralement la politique de stationnement...

Ma question est la suivante : comment la commune entend-elle intégrer dans ses propres politiques les propositions régionales qui la concernent directement? Comment le Conseil communal sera-t-il informé de ces adaptations, le cas échéant ?

Je vous remercie.

Jérémy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,

Je voudrais tout d'abord remercier le groupe MR pour son interpellation et d'être ici le gardien du temple de la déclaration de politique générale régionale.

De l'analyse du texte il apparaît que notre propre déclaration de politique communale écrite quelques mois avant la mise en place du gouvernement régional ne souffre pas ou peu de contradictions avec la DPR régionale.

Ainsi nous avons par exemple l'ambition d'assumer à notre niveau, via la régie foncière communale, l'accroissement de notre parc de logements sociaux. La DPR régionale parle en outre de contractualisation entre la Région et les communes.

Nous nous inscrivons dans ces démarches parce que nous pensons qu'il n'y aura pas de région forte sans des communes fortes.

C'est pourquoi la conférence des bourgmestres qui réunit tous les partis a décidé de préparer cet objectif futur de contractualisation en étudiant particulièrement ce qui n'est pas présent dans la DPR régionale.

Je pense notamment à la nécessité de combler progressivement le différentiel barémique existant entre la Région, les communes et les CPAS.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jérémy Van Gorp (MR-Open VLD): gevolgen van de gewestelijke beleidsverklaring voor de gemeente Oudergem**

Mijnheer de burgemeester,

Geachte collega's,

De gewestelijke beleidsverklaring van de nieuwe regering van Brussel-Hoofdstad is in juli jl. gepubliceerd.

Zeer begrijpelijk hebben vele regionale voorstellen een belangrijke impact gehad op het niveau van de gemeenten. Zo onder meer: renovaties van gebouwen, sociale huisvesting, stormbekken, bewonerskaarten, en meer in het algemeen het parkeerbeleid ...

Mijn vraag is de volgende: hoe zal de gemeente in haar eigen beleid de regionale voorstellen integreren die haar rechtstreeks aanbelangen? Hoe zal de gemeenteraad, desgevallend, op de hoogte gebracht worden van deze aanpassingen?

Ik dank u.

Jérémy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**Antwoord van de heer Didier Gosuin, burgemeester**

Mijnheer de voorzitter,

Geachte dames en heren gemeenteraadsleden,

Eerst en vooral wens ik de MR te danken voor zijn interpellatie en begaan te zijn met de

gewestelijke algemene beleidsverklaring.

Uit de analyse van de tekst blijkt dat onze eigen gemeentelijke beleidsverklaring, geschreven een paar maanden voor de samenstelling van de gewestregering, geen of slechts weinig tegenstrijdigheden bevat met de gewestelijke algemene beleidsverklaring.

Zo hebben wij onder andere de ambitie om, op ons niveau, via de gemeentelijke grondregie, te zorgen voor de groei van onze sociale huisvesting. In de gewestelijke algemene beleidsverklaring wordt onder andere gesproken over het sluiten van contracten tussen het gewest en de gemeenten.

Wij doen dit omdat wij van mening zijn dat er geen sprake kan zijn van een sterk gewest zonder sterke gemeenten.

Dit is de reden waarom de Conferentie van burgemeesters die alle groepen verenigt, beslist heeft dit toekomstig doel van contractualisering voor te bereiden door in het bijzonder deze punten te bestuderen die niet opgenomen zijn in de gewestelijke algemene beleidsverklaring.

Zo denk ik onder meer aan de noodzaak tot het verder afzwakken van het baremiek verschil dat bestaat tussen het gewest, de gemeenten en de OCMW's.

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0036

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Jérémy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) : présence de cyanobactéries au sein des étangs du Rouge-Cloître**

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur l'Échevin,

Il a été relaté dans la presse durant le mois d'aout que des bactéries dangereuses sont apparues au Rouge-Cloître, à l'étang des pêcheurs dans la commune d'Auderghem.

L'article relate que l'eau contiendrait des cyanobactéries également appelées des « algues-bleues » qui pourraient s'avérer dangereuses pour les hommes et mortelles pour les animaux.

Ce n'est pas la première fois que nous observons ce type d'algue au sein des étangs du Rouge-Cloître. Pas plus tard que l'année dernière, en août 2018, la presse relatait également le cas.

Pouvez-vous nous indiquer :

- D'où proviennent ces algues ?
- Quelles mesures peuvent-être mises en place pour remédier à la situation et garantir la sécurité des lieux ?

**Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Echevin**

Lorsque la région nous a proposé de mettre en place une expérience de natation dans les étangs, nous avons notamment mis en évidence les risques liés à ces algues.

C'est une expérience qui, comme nous le pressentions, a fait « plouf » vu les annulations en série.

Ma réponse est alimentée par les considérations publiées par Bruxelles-Environnement.

Les cyanobactéries, également connues sous le nom d'algues bleues, sont des microorganismes naturellement présents dans tous les étangs de la Région bruxelloise et même dans le canal.

Leur présence constitue un problème quand elles deviennent quantitativement dominantes. La prolifération naturelle également est reconnaissable par la présence d'un film vert bleuté à la surface de l'eau.

Les concentrations des cyanobactéries deviennent alors telles qu'elles provoquent des nuisances olfactives accompagnées de risques pour la biodiversité et pour la santé publique ; les puissantes toxines, généralement des neurotoxines, secrétées par certaines espèces peuvent causer de sévères empoisonnements chez l'homme et provoquer la mort de certains animaux (oiseaux, poissons, chiens...).

Le développement des cyanobactéries est favorisé par les changements environnementaux (canicule, sécheresse, eaux troubles...) et par l'eutrophisation des étangs, dont l'enrichissement provient du nourrissage des oiseaux d'eau avec du pain. C'est la raison pour laquelle, il est demandé de ne pas leur jeter de nourriture.

En temps de canicule, il est recommandé à la population d'éviter tout contact avec la peau, d'inhaler ou d'ingérer l'eau des étangs. Par ailleurs, il est demandé de ne pas pêcher et d'éviter toute activité nautique.

Dans le cadre de la gestion des étangs, Bruxelles Environnement applique la prévention journalière.

En plus des campagnes d'affichage et des autres actions d'information et de sensibilisation du public, des mesures sont prises afin de limiter aussi efficacement les amas d'algues notamment par la réintroduction de plantes naturellement présentes dans les étangs en équilibre.

En outre, une surveillance étroite des étangs à risque est assurée quotidiennement. Lors d'une crise, les cadavres des animaux sont enlevés par les agents de Bruxelles Environnement et divers travaux d'assainissement sont entrepris au cas par cas.

Selon Bruxelles-Environnement, il n'existe pas de mesures curatives.

Toutefois, un traitement expérimental au peroxyde d'hydrogène à concentration très faible dans le plan d'eau semble donner des résultats prometteurs contre les cyanobactéries et, cela, sans risque pour la faune, la flore et les autres espèces de phytoplancton. Les études se poursuivent notamment à l'université d'Amsterdam.

Le Conseil prend acte.

---

## **Secretariaat**

### **Mondelinge vraag van de heer Jérémy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD): aanwezigheid van cyanobacteriën in de vijvers van het Rood-Klooster**

Mijnheer de burgemeester,

Mijnheer de schepen,

Tijdens de maand augustus is in de pers verschenen dat er gevaarlijke bacteriën gevonden zijn in de visvijver van het Rood-Klooster in de gemeente Oudergem.

In het artikel staat te lezen dat er in het water cyanobacteriën gevonden zijn, ook genoemd blauwalgen, die gevaarlijk zijn voor de mens en dodelijk voor dieren.

Het is niet de eerste keer dat dit type algen aangetroffen wordt in een vijver van het Rood-Klooster. In augustus 2018 was er in de pers ook al sprake van.

Kunt u ons volgende punten verduidelijken:

- Vanwaar komen deze algen?
- Welke maatregelen moeten genomen worden om dit op te lossen en de veiligheid van de plaats te verzekeren?



### Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen

Toen het gewest ons voorstelde een zwemervaring te organiseren in de vijvers hebben wij onder andere de aandacht gevestigd op de risico's verbonden aan deze algen.

Het is een ervaring die, zoals wij voorspeld hadden, ophef gemaakt heeft gelet op de talrijke annuleringen.

Mijn antwoord is gesteund op de beschouwingen die gepubliceerd zijn door Leefmilieu Brussel.

Cyanobacteriën, ook genoemd blauwalgen, zijn micro-organismen die op natuurlijke wijze aanwezig zijn in alle vijvers en in het kanaal van het Brussels Gewest.

De aanwezigheid van blauwalgen vormt een probleem als ze in grote hoeveelheden aanwezig zijn. De natuurlijke verspreiding is herkenbaar aan de aanwezigheid van een groenblauwe film op het wateroppervlak.

De concentraties van cyanobacteriën worden dan zo groot dat zij reukhinder veroorzaken en een bedreiging vormen voor de biodiversiteit en de volksgezondheid; de giftige bestanddelen, meestal neurotoxines, die bepaalde soorten afscheiden, kunnen leiden tot ernstige vergiftigingsverschijnselen bij de mens en de dood van bepaalde dieren (vogels, vissen, honden ...).

De groei van cyanobacteriën wordt bevorderd door milieuveranderingen (hittegolf, droogte, troebel water ...) en door de eutrofiëring van de vijvers. De verrijking daarvan vindt zijn oorzaak in het voeren van watervogels met brood. Dat is precies de reden waarom u hen geen voeding mag toegeven.

Bij een hittegolf moet de bevolking elk contact van de huid met het water van de vijvers vermijden en inademing van de dampen of inslikken van water vermijden. Het is ook aangewezen om niet te vissen en geen watersport te beoefenen.

In het kader van het vijverbeheer doet Leefmilieu Brussel dagelijks aan preventie.

Er zijn campagnes met affiches en andere informatie- en sensibiliseringscampagnes voor de bevolking. We nemen ook maatregelen om de algenbloesem efficiënt te beperken, zoals de aanplant van planten die op natuurlijke wijze groeien in vijvers met een goed evenwicht.

Bovendien houden we elke dag toezicht bij vijvers die een groot risico lopen. Bij een opstoot nemen medewerkers van Leefmilieu Brussel de dode dieren weg en voeren ze saneringswerken uit waar nodig.

Volgens Leefmilieu Brussel bestaan er geen curatieve maatregelen.

Nochtans lijkt een experimentele behandeling met waterstofperoxide in een lage concentratie in het watervlak veelbelovende resultaten op te leveren tegen cyanobacteriën en dit zonder risico voor de fauna, flora en andere soorten fytoplankton. De studie wordt verdergezet aan de universiteit van Amsterdam.

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0037

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Jérémy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) : harcèlement chez les jeunes**

Monsieur le Bourgmestre,

Madame l'Échevine,

Les élèves des écoles communales ont fait leur rentrée dans des cours de récréation entièrement réaménagées. L'objectif indiqué dans la presse est à la fois la prévention des

violences et la verdurisation de ces espaces.

Même si je salue la volonté de verduriser les espaces de récréations, ma question porte d'abord et avant tout sur le harcèlement et les violences commises entre jeunes.

Il existe différentes formes de harcèlement. Cela peut être:

- des violences physiques de type bagarre, coups, racket, rejet, ...
- des violences verbales de type insultes, menaces, rumeurs,...
- des violences faites via la technologie de type cyber-harcèlement, happy slipping, ...

Dans votre communication vous soulignez que pour prévenir ces phénomènes, les cours des écoles communales ont été divisées en différents espaces : zone ballon, zone jeux sans ballons, zone calme, zone interdite... De plus des formations ont été données à toutes les équipes éducatives et les accueillantes extra-scolaires sur ce sujet.

Mes questions sont donc les suivantes :

- *Quels sont les grandes lignes directrices enseignées aux équipes éducatives et les accueillantes extra-scolaires sur ce sujet ?*
- *Disposez-vous de chiffres sur le nombre de cas par an et par école ? Lesquelles sont le plus touchées ?*
- *Quels sont vos objectifs à atteindre avec l'implémentation de ces nouvelles mesures ?*
- *Qu'allez-vous mettre en place pour lutter contre les formes de harcèlement qui dépassent les cours de récréation comme notamment le cyber-harcèlement ?*

### **Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Merci pour votre question qui met en lumière un sujet de société important à mes yeux, à savoir le harcèlement scolaire.

Les équipes éducatives, accueillantes extra-scolaire comprises, ont assisté à une formation menée par Monsieur MUGRABI, notre conseiller pédagogique, suite aux travaux de Monsieur Bruno HUMBEECK (Université de de Mons).

Ce dernier met en évidence trois axes de prévention du harcèlement à l'école :

- Revoir l'aménagement de la cour de récréation. Cet axe prévoit de travailler sur le matériel de qualité présent dans les cours et les règles de vie. La proposition était de diviser la cour en 3 zones (zone ballon, zone jeux sans ballon et la zone calme). L'idée derrière ces zones est d'offrir aux enfants un espace de jeu adapté à leur besoin du moment et d'éviter l'ennui de ces derniers. Nos cours de récréation ont donc été toutes réaménagées et chaque école a pu acquérir du matériel de jeux et des livres de qualité.
- Offrir aux enfants un espace de parole. Il s'agit ici des conseils de classes qui permettent aux enfants de mettre des mots sur des événements qu'ils vivent à l'école. Cet espace est animé par un enseignant en collaboration avec un maître spécial. Ce dispositif permet de désamorcer des situations et donc de prévenir d'éventuel conflit ou situation de harcèlement.
- Enfin, le dernier axe est celui de la mise en place d'un conseil de discipline, au sein duquel siège la direction de l'école et un jury d'enseignant. L'élève qui y est invité peut être accompagné d'un adulte référant qui est membre de l'équipe pédagogique et en qui l'enfant a confiance. Cet adulte pourra intervenir afin

d'expliquer la situation qui a poussé un enfant à commettre une erreur ou un certain fait.

Le conseil de discipline abouti à une sanction communiquée aux parents. Cette dernière est nommée dès le début du processus pour rendre celui-ci transparent pour l'enfant.

L'objectif ici est de responsabiliser l'enfant et d'obtenir un changement de comportement durable dans son chef.

Les conseils de discipline ne se réunissent qu'à de rare occasion.

Je peux donc vous dire que l'investissement dans les cours de récréation et dans l'aménagement des locaux de nos écoles permet et permettra à l'avenir de diminuer le risque de situation de harcèlement.

Vous me posez la question du nombre de cas par an et par école. Je dois vous répondre qu'il n'y a actuellement pas de cas de harcèlement répertorié. Il m'est donc impossible de vous donner des statistiques.

Par ailleurs, le CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces) a créé dans le cadre du pacte d'excellence et de ses plans de pilotage, « un outil miroir » qui nous donne un retour sur le bien-être des enfants. Ces données sont confidentielles, mais elles témoignent du fait que nos écoles se portent bien, les enfants peuvent s'y épanouir dans un cadre bienveillant.

Il arrive évidemment que nos équipes soient confrontées à des situations délicates. Dès qu'un élève se dit en difficulté relationnel et que les prémices d'une situation difficile sont observés par un membre de l'équipe éducative, l'enseignante responsable du projet de prévention du harcèlement est contactée par le titulaire de classe. Le processus de conseil de classe se met en route en fonction de l'évaluation de la situation.

Il arrive à certaines occasions, qu'un enfant soit reçu en entretien individuel par cette même enseignante. Ce type de démarche donne parfois lieu à des orientations vers le centre PMS de l'école.

Parallèlement à cela, un travail autour de la reconnaissance des émotions a aussi été mis en place dès la 3<sup>e</sup> maternelle, les retours en sont très positifs.

D'autres dispositifs communaux de lutte contre le harcèlement existent comme l'espace Ricochet ; il s'agit d'une structure d'accueil destinée aux élèves du primaire et du secondaire en situation d'exclusion temporaire ou définitive de leur établissement scolaire. Citons encore les écoles de devoir : situées à différents points stratégiques du territoire communal, elles accueillent les élèves de primaire et/ou du secondaire tous réseaux confondus. Ces lieux permettent aux enfants de déposer une parole sur leur vie à l'école dans un espace sécurisant et bienveillant.

En matière de cyber harcèlement tous les deux ans, la Commune organise des réunions/conférences animées par le responsable de la cybercriminalité à la Police Fédérale.

Nous travaillons aussi en étroite collaboration avec le Centre PMS et d'autres acteurs comme le centre de Planning Familial d'Auderghem qui réalise des animations dans les classes de 6<sup>e</sup> primaire.

Je peux aussi vous annoncer que l'équipe du Centre Scolaire du Souverain va se lancer un projet pilote nommé « Cyber-héro ». Des animations seront organisées par une asbl extérieure dès la 3<sup>e</sup> primaire.

Enfin, je profite de cette prise de parole pour vous annoncer qu'une conférence est par ailleurs organisée par le service de Mme Crucifix le 14 novembre 2019 ayant pour sujet l'hyper parentalité et la harcèlement.

Le Conseil prend acte.

---

## Secretariaat

### Mondelinge vraag van de heer Jérémy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD): pestgedrag bij jongeren

Mijnheer de burgemeester,

Mevrouw de schepen,

De leerlingen van de gemeentescholen zijn het schooljaar begonnen met een volledig heringerichte speelplaats. Het doel, zoals in de pers meegedeeld, is enerzijds preventie van geweld en anderzijds meer groen in deze ruimten.

Ook al sta ik er volledig achter dat er meer groen in de recreatieruimten moet komen, toch heeft mijn vraag in de eerste plaats betrekking op de pesterijen en gewelddaden tussen jongeren.

Er bestaan verschillende vormen van pesterijen. Zo onder meer:

- fysiek geweld zoals vechtpartijen, slagen, bedreigingen, uitsluiting, ...
- verbaal geweld van het type beledigingen, bedreigingen, verspreiden van geruchten, ...
- gewelddaden gepleegd via technologie zoals cyberpesten, happy slapping,...

In uw communicatie onderlijnt u dat, om dergelijke verschijnselen te voorkomen, de speelplaatsen van de gemeentescholen in verschillende zones verdeeld zijn: zone waar gespeeld wordt met bal, zone waar gespeeld wordt zonder bal, rustige zone, verboden zone... Alle educatieve teams en zij die instaan voor de buitenschoolse opvang hebben in dit verband een specifieke opleiding gekregen.

Mijn vragen luiden als volgt:

- *Welke zijn de grote richtlijnen die de educatieve teams en de buitenschoolse opvang desbetreffend gekregen hebben?*
- *Beschikt u over cijfers aangaande het aantal gevallen per jaar en per school? Welke zijn het meest getroffen?*
- *Welke doelstellingen wilt u bereiken met de invoering van deze nieuwe maatregelen?*
- *Hoe gaat u de pesterijen aanpakken die zich afspelen buiten de speelplaats, zoals cyberpesten?*

#### **Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Ik dank u voor uw vraag waar u een naar mijn mening belangrijk onderwerp aanhaalt, namelijk pesten op school.

De educatieve teams, met inbegrip van de buitenschoolse opvang, hebben deelgenomen aan een opleiding door de heer MUGRABI, onze pedagogisch adviseur, naar aanleiding van het werk van de heer Bruno HUMBEECK (Universiteit van Bergen).

Laatstgenoemde wijst op de drie pijlers van preventie van pesten op school:

- Herbekijken van de inrichting van de speelplaats. Deze pijler voorziet dat er gewerkt moet worden aan het wordt aan het kwaliteitsvol materiaal op de speelplaatsen en de leefregels. Er was het voorstel om de speelplaats te verdelen in 3 zones (zone met bal, zone zonder bal en rustige zone). Het idee achter deze zones is aan de kinderen een speelterrein te geven dat aangepast is aan hun noden van het moment en ervoor zorgen dat zij niet verveeld raken. Onze speelplaatsen zijn heringericht en elke school heeft kwaliteitsvol speelmateriaal en boeken gekregen.

- Aan de kinderen een spreekruimte bieden. Op deze manier kunnen de kinderen gebeurtenissen die zij op school meemaken onder woorden brengen. Dit gebeurt door een leerkracht in samenwerking met een bijzondere deskundige. Deze werkwijze laat toe bepaalde situaties af te wenden en eventuele conflicten of pesterijen te vermijden.
- De laatste pijler is de oprichting van een tuchtraad waar de directie zetelt en een onderwijsjury. De leerling die voor de tuchtraad moet verschijnen, mag vergezeld zijn van een volwassene die lid is van het pedagogisch team en in wie het kind vertrouwen stelt. Deze volwassene kan tussenkomen om de situatie uit te leggen die het kind ertoe gedreven heeft een bepaalde fout te begaan of een bepaald feit te plegen.

De tuchtraad spreekt een sanctie uit die meegedeeld wordt aan de ouders. De tuchtraad wordt benoemd bij de aanvang van het proces om dit voor het kind transparant te maken. Het is de bedoeling het kind verantwoordelijkheidsbesef bij te brengen en het gedrag van het kind duurzaam te wijzigen.

De tuchtraden komen slechts in zeldzame gevallen bijeen.

Ik kan dan ook met zekerheid stellen dat de investering in de speelplaatsen en in de inrichting van onze schoollokalen toelaat en in de toekomst zal toelaten het risico op pesterijen te verminderen.

U vraagt mij hoeveel gevallen er per jaar en per school zijn. Ik moet u antwoorden dat er momenteel geen geregistreerde gevallen van pesterijen zijn. Het is dan ook niet mogelijk u statistieken te bezorgen.

Bovendien heeft de CECP (Raad voor het onderwijs van de gemeenten en provinciën) in het kader van de "Pacte d'excellence" en zijn pilootplannen, een soort "spiegel" ontworpen die het welzijn van de kinderen weerspiegelt. Deze gegevens zijn vertrouwelijk maar ze tonen ons aan dat onze scholen het goed stellen en dat de kinderen er kunnen openbloeien in een open en vriendelijk kader.

Uiteraard worden onze teams ook geconfronteerd met delicate situaties. Zodra een leerling te kennen geeft dat hij/zij moeite heeft met relaties en een lid van het educatieve team de eerste tekenen waarneemt van een moeilijke situatie, neemt de klastitularis contact op met de leerkracht die verantwoordelijk is voor het project tot preventie van pesterijen. In functie van de evaluatie van de situatie wordt het proces van de klassenraad opgestart.

Het kan gebeuren dat diezelfde leerkracht een individueel gesprek heeft met het kind. Soms wordt hierna doorverwezen naar het PMS-centrum van de school.

Terzelfder tijd is er werk gemaakt van erkenning van emoties vanaf de 3<sup>de</sup> kleuterklas en de feedback is positief.

Er bestaan ook andere gemeentelijke tools ter bestrijding van pesterijen zoals ESPAS RICOCHET; dit is een dienst die leerlingen opvangt uit de lagere en middelbare scholen die tijdelijk of definitief van school gestuurd zijn. Verder zijn er de huiswerkscholen: deze scholen bevinden zich op verschillende strategische plaatsen van het grondgebied van de gemeente en zij vangen leerlingen op van de lagere en/of middelbare scholen van alle scholengroepen. In deze ruimten kunnen de kinderen vrijuit en ongedwongen spreken over hun leven op school.

Wat cyberpesten betreft, organiseert de gemeente om de twee jaar bijeenkomsten/conferenties onder leiding van de verantwoordelijke inzake cybercriminaliteit bij de federale politie.

Wij werken ook nauw samen met het PMS-centrum en andere actoren zoals het centrum voor gezinsplanning van Oudergem die activiteiten organiseren in het 6<sup>de</sup> leerjaar.

Ik kan ook al meedelen dat het team van het Scholencentrum Vorstlaan start met een proefproject onder de naam "Cyber Held". Er zullen activiteiten georganiseerd worden

door een externe vzw vanaf het 3<sup>de</sup> leerjaar.

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0038

**Secrétariat**

**Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : la gestion et le traitement des demandes d'inscription dans les structures communales d'accueil de la petite enfance et dans les centres scolaires communaux**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers collègues,

En 2017, à l'initiative de Madame Willame alors conseillère communale de l'opposition, le conseil communal s'était prononcé favorablement sur l'instauration d'un système d'inscription unique pour les structures communales d'accueil de la petite enfance (= sorte de guichet unique électronique).

En 2018, l'échevine en charge de cette compétence avait précisé que l'acquisition du logiciel de centralisation des inscriptions était prévue au budget 2018 et qu'un cahier des charges était en voie de finalisation.

Septembre 2019, force est toutefois de constater que cet outil de gestion n'est toujours pas en place. Le site internet de la commune précise toujours ce qui suit comme renseignements en vue d'une inscription dans une des crèches communales :

*CRÈCHES COMMUNALES : INSCRIPTIONS*

*SI VOUS SOUHAITEZ QUE VOTRE ENFANT SOIT ACCUEILLI DANS UNE DE NOS CRÈCHES AVANT SES 6 MOIS*

*Dès le 3<sup>ème</sup> mois de grossesse révolu, contactez la crèche de votre choix pour y inscrire votre enfant :*

- *précisez la date probable de l'accueil et le temps de l'accueil*
- *vous recevez une attestation d'inscription du milieu d'accueil qui vous inscrit dans un registre d'inscriptions et vous informe des procédures ultérieures*
- *si vous n'avez pas reçu de refus d'inscription, vous confirmez votre demande dans le mois suivant le 6<sup>ème</sup> mois révolu de grossesse*
- *votre inscription devient définitive lorsque vous confirmez la naissance de votre enfant dans le mois de celle-ci et que vous avez versé le montant de l'avance forfaitaire*

Mes questions sont les suivantes :

- L'intention de la majorité est-elle toujours de mettre en place cet outil de gestion centralisé ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'indiquer l'état actuel du dossier et à quelle échéance prévoyez-vous son installation ?
- La majorité a-t-elle l'intention d'instaurer un système similaire centralisé pour les écoles communales ? Dans l'affirmative, à quelle échéance, ce système pourrait-il être mis en place ? Dans la négative, quelle solution la commune peut-elle apporter en termes de transparence des inscriptions dans les écoles communales ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo  
Conseillère communale PS

**Réponse de Madame Florence Couldrey, Echevine**

Notre intention est centraliser les inscriptions comme mentionné dans notre déclaration de politique générale.

En 2018, un appel d'offre a été lancé pour l'acquisition d'un logiciel. Aucun soumissionnaire n'a répondu positivement à notre demande.

Avant de lancer un cahier des charges, la volonté a été d'établir un état des lieux des technologies utilisées par les autres communes bruxelloises.

Cela signifie

- Prendre contact avec les autres communes bruxelloises afin de voir si les solutions mises en œuvre au niveau de leur commune leur convient.
- Entendre les besoins de nos directions de crèche.

Il en ressort que

- Au niveau des communes Bruxelloises, les communes sollicitées ne semblent pas pleinement satisfaites du logiciel utilisé. Le traitement des données introduites nécessite un travail administratif qui peut s'avérer lourd. Avoir des données c'est bien, mais il est nécessaire de pouvoir disposer automatiquement d'un classement. Il est par exemple important de pouvoir facilement disposer d'un listing selon la date d'inscription et/ou et/ou selon la date de rentrée prévue et/ou selon l'âge de l'enfant et/ou selon la crèche prioritaire choisie et/ou selon le fait que l'enfant soit dans des conditions prioritaires telles les difficultés sociales, la fraterie.
- Parallèlement, en sondant nos directions de crèches, nous nous sommes aperçus de l'intérêt que le logiciel d'inscription soit relié au logiciel qui traite la participation financière des parents pour éviter un réencodage. Nous nous sommes aussi rendus compte de l'intérêt potentiel de développer d'autres fonctions. Permettre, par exemple, une réservation en ligne des présences mensuelles des enfants plutôt que de solliciter les parents à remplir à heure et à temps des formulaire papiers. Cela permettrait à l'assistante sociale disposer de plus de temps pour les enfants et de limiter les erreurs de facturation. De même, couplé avec une application, le logiciel pourrait être un outil de communication performant avec les parents. C'est le cas en France, avec des systèmes tel Meeko ou Défi Enfance.

Avec ma collègue Lieve Jorens et les services informatique et Petite Enfance, nous consultons actuellement différentes firmes pour étudier les possibilités.

Deux stratégies sont à envisager.

Comme d'autres communes adopter une formule intermédiaire un peu bancaire qui implique un traitement de données fastidieux. Ou opter pour un logiciel plus performant. Une mutualisation entre communes pourrait éventuellement être une piste.

Un cahier des charges devrait être défini d'ici la fin d'année.

Une inscription budgétaire est prévue à l'extraordinaire 2020.

**Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Pour ce qui est des écoles, la Commune ne peut se substituer à la réglementation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui elle-même est en réflexion sur le système des priorités aux inscriptions.

Nos 4 écoles travaillent avec des listes d'attente, une fois que les classes sont complètes et elles sont consultables sur rendez-vous. Les familles sont appelées dans l'ordre de priorité sur la liste.

Par ailleurs, le rendez-vous pour l'inscription dans nos écoles donnent systématiquement lieu à une visite personnalisée de l'école, ce qui est très apprécié par les parents.

Néanmoins, il me semble que la question de la transparence dans les systèmes d'inscription que ce soit dans les écoles mais aussi au sein de notre académie doit être ouverte.

Une réflexion sera menée par notre cheffe de service au sein du Groupe de travail intercommunal Enseignement, réunissant plusieurs Pouvoirs Organisateurs de la Région.

Je profiterai donc de l'expérience de ma collègue Mme Couldrey pour ouvrir cette question.

Enfin, pour ce qui est de l'académie communale d'Auderghem, une réflexion est en cours au sujet d'une inscription centralisée et informatisée, comme pour les activités parascolaire d'ailleurs.

Le Conseil prend acte.

---

## Secretariaat

### **Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): het beheer en de verwerking van de inschrijvingsaanvragen in de gemeentelijke centra voor peuterzorg en de gemeentelijke schoolcentra**

Mijnheer de burgemeester, geachte dames en heren schepenen,

Geachte collega's,

In 2017 heeft de gemeenteraad, op initiatief van mevrouw Willame, op dat ogenblik gemeenteraadslid, zich gunstig uitgesproken over de invoering van een eenmalig inschrijvingssysteem voor de gemeentelijke centra voor peuterzorg (= soort van eenmalig elektronisch loket).

In 2018 heeft de schepenen die daarvoor bevoegd was, aangekondigd dat de aankoop van software voor de gecentraliseerde inschrijvingen ingeschreven was in de begroting 2018 en dat een bestek in de afrondende fase was.

In september 2019 moet echter vastgesteld worden dat deze beheertool nog steeds niet voorhanden is. De website van de gemeente geeft nog steeds volgende informatie aangaande een inschrijving in een van de gemeentelijke kinderopvangplaatsen:

**GEMEENTELIJKE KINDEROPVANGPLAATSEN: INSCHRIJVINGEN**

**WANNEER U WENST DAT UW KIND OPGEVANGEN WORDT IN EEN VAN ONZE KINDEROPVANGPLAATSEN VOOR DE LEEFTIJD VAN 6 MAANDEN**

***Vanaf de 3de maand van uw zwangerschap dient u contact op te nemen met de opvangplaats van uw keuze om er uw kind in te schrijven:***

- *vermeld de waarschijnlijke datum en de duur van de opvang*
- *U ontvangt een inschrijvingsattest van de opvangvoorziening die u inschrijft in een inschrijvingsregister en u informeert over de latere procedures*
- *wanneer u geen weigering van uw inschrijving ontvangen hebt, bevestigt u uw aanvraag in de maand volgend op de 6de maand van uw zwangerschap*
- *uw inschrijving is definitief op het ogenblik dat u de geboorte van uw kind bevestigt hebt in de maand van geboorte en u het bedrag van het forfaitaire voorschot betaald hebt*

Mijn vragen luiden als volgt:

- Is het nog steeds de bedoeling van de meerderheid deze gecentraliseerde beheertool in te voeren? Zo ja, kunt u de huidige stand van het dossier geven en



meedelen wanneer deze tool geïnstalleerd zal worden?

- Is het de bedoeling van de meerderheid om een gelijkaardig gecentraliseerd systeem in te voeren voor de gemeentescholen? Zo ja, kunt u een idee geven van het tijdstip waarop dit systeem in voege zou komen? Zo neen, hoe kan de gemeente zorgen voor de transparantie van de inschrijvingen in de gemeentescholen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadslid voor PS

**Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, schepen**

Zoals aangekondigd in onze algemene beleidsverklaring is het onze bedoeling de inschrijvingen te centraliseren.

In 2018 is een aanbesteding uitgeschreven voor de aankoop van een software. Geen enkele inschrijver heeft positief gereageerd op onze aanvraag.

Vooraleer een bestek bekend te maken, was het de bedoeling een beschrijving op te maken van de technologieën die gebruikt worden door de andere Brusselse gemeenten.

Dit betekent:

- Contact opnemen met de andere Brusselse gemeenten om na te gaan of de door hen ingevoerde toepassingen succesvol zijn.
- Luisteren naar de behoeften van de directies van onze kinderopvangplaatsen.

Daaruit blijkt het volgende:

- Op het niveau van de Brusselse gemeenten lijken niet alle gemeenten die aangesproken werden helemaal tevreden over de gebruikte software. De verwerking van de ingevoerde gegevens vereist veel administratief werk. Het is goed om over gegevens te beschikken maar het is nodig om automatisch over een klassement te beschikken. Het is bijvoorbeeld belangrijk om gemakkelijk te kunnen beschikken over een listing volgens de datum van inschrijving en/of de datum van voorziene start van de opvang en/of volgens de leeftijd van het kind en/of volgens de gekozen voorkeursopvang en/of volgens het feit of er voor het kind prioritaire omstandigheden zijn zoals maatschappelijke problemen, broers en/of zussen.
- Daarnaast is uit de bevraging van onze directies van kinderopvangplaatsen gebleken dat het belangrijk is dat de software van de inschrijvingen gelinkt is aan de software die de financiële participatie van de ouders verwerkt om een nieuwe codering te vermijden. Wij hebben ook ingezien dat het belangrijk zou kunnen zijn om andere functies te ontwikkelen. Bijvoorbeeld online invoeren van de maandelijkse aanwezigheden van het kind in de opvang eerder dan aan de ouders vragen om tijdig de papieren formulieren in te vullen. Op die manier zou de maatschappelijk assistente meer tijd hebben voor de kinderen en zouden fouten in de facturatie vermeden kunnen worden. Verbonden met een applicatie zou de software tevens een krachtige communicatietool met de ouders kunnen zijn. Dit is reeds het geval in Frankrijk met systemen zoals Meeko of Défi Enfance.

Samen met mijn collega Lieve Jorens en de IT-diensten en de dienst Peuterzorg contacteren wij momenteel verschillende firma's om de mogelijkheden te bestuderen.

Twee strategieën zijn te overwegen.

Net zoals andere gemeenten kijken we voor een eerder wankel tussenoplossing met een eentonige verwerking van gegevens. Of we kiezen voor een goed werkende software. Een onderlinge verdeling tussen de gemeenten zou een piste kunnen zijn.

Tegen het einde van dit jaar zou een bestek moeten afgerond zijn.  
Er is een begrotingsinschrijving voorzien op de buitengewone begroting van 2020.

**Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Wat de scholen betreft, mag de gemeente de reglementering niet vervangen van de Federatie Wallonië-Brussel die zelf aan het nadenken is over een wijziging van het voorrangssysteem bij de inschrijvingen.

Wanneer de klassen compleet zijn, werken onze 4 scholen met wachtlijsten; zij kunnen na afspraak geraadpleegd worden. De families worden gecontacteerd in de orde van voorrang op de lijst.

Bovendien gaat de afspraak voor de inschrijving in onze scholen automatisch gepaard met een gepersonaliseerd bezoek aan de school wat door de ouders sterk gewaardeerd wordt.

Het lijkt mij echter belangrijk dat de vraag rond transparantie van de inschrijvingssystemen in de scholen en in onze academie opengetrokken wordt.

Ons diensthoofd zal binnen de intergemeentelijke werkgroep Onderwijs waarin meerdere inrichtende machten van het gewest zetelen, een denkoefening organiseren.

Ik zal gebruik maken van de ervaring van mijn collega mevr. Couldrey om deze vraag open te trekken.

De Raad neemt akte.

---

26.09.2019/A/0039

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Marie-Pierre Bauwens (ECOLO-GROEN) relative aux plans de pilotage de nos centres scolaires communaux**

Madame, Monsieur

Au mois de mai dernier lors de la Commission Enseignement, nous avons assisté à une présentation des plans de pilotage de nos 4 centres scolaires communaux par le conseiller pédagogique.

Ces plans de pilotage ont été approuvés à l'unanimité par le Conseil Communal lors de sa séance du 23 mai 2019. L'étape suivante était la rencontre avec le délégué au contrat d'objectifs.

Voici nos questions :

- Ces rencontres se sont-elles déroulées ? Si oui quelles en ont été les conclusions ?
- Ces plans ont-ils été adoptés? Le cas échéant, quelles sont les prochaines étapes de leur implémentation dans les écoles.

Merci de vos réponses.

Marie-Pierre Bauwens

**Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Madame Bauwens,

Je vous remercie pour vos questions qui me permettent de mettre en lumière l'une des pièces centrale du Pacte pour un enseignement d'excellence, les plans de pilotage.

Comme vous le savez, ce fameux pacte prévoit la mise en place d'un plan de pilotage par établissement scolaire, une sorte de fil rouge de projets à mener par l'équipe pédagogique sur 6 années.

Nos 4 centres scolaire ont décidé volontairement de faire partie de la première vague et ont donc remis leur 4 plan de pilotage au mois de mai 2019.

Ensuite, chaque école s'est vu attribué un "délégué au contrat d'objectif" dont la mission est de négocier et valider le plan de pilotage en fonction des objectifs énoncés par le gouvernement.

Ces 4 rencontres se sont déroulées durant le mois de juin. J'ai d'ailleurs souhaité assister personnellement à chacune d'entre elles comme représentante du Pouvoir Organisateur. Ce fut pour chaque école, une rencontre enrichissante et permettant de mettre en évidence la richesse et la diversité des projets de chacune de nos écoles.

Ces fameux plans de pilotage sont ensuite passés sous la loupe des "directeurs de zones" afin de discuter des derniers ajustement.

Finalement, fin août, nous avons eu la satisfaction de constater que les 4 plans de pilotage, résultat d'un travail titanesque de toutes les équipes éducatives, ont été acceptés et sont donc devenus des contrats d'objectifs pour ces 6 prochaines années.

Ces contrats vont maintenant s'implanter dans nos écoles et donneront lieu à une série de projet et formation. Le travail collaboratif sera par ailleurs au cœur de ce dispositif. Ces contrats seront suivis de près par le service d' l'Enseignement en collaboration avec notre conseiller pédagogique.

Le Conseil prend acte.

---

## Secretariaat

### **Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Pierre Bauwens (ECOLO-GROEN) met betrekking tot de pilootplannen van onze gemeentelijke schoolcentra**

Geachte mevrouw, geachte heer,

In mei jongstleden zijn in de Onderwijscommissie de pilootplannen van onze 4 gemeentelijke schoolcentra voorgesteld door de pedagogisch adviseur.

Deze pilootplannen zijn eenparig goedgekeurd tijdens de zitting van de gemeenteraad van 23 mei 2019. De volgende stap was de ontmoeting met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

Vandaar onze vragen:

- Heeft deze ontmoeting plaatsgevonden? Indien ja, welke zijn de besluiten?
- Zijn deze plannen goedgekeurd? Welke zijn, desgevallend, de volgende stappen voor uitvoering ervan in de scholen?

Bedankt voor uw antwoorden.

Marie-Pierre Bauwens

### **Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Mevrouw Bauwens,

Ik dank u voor uw vragen die mij toelaten een van de centrale punten van het "Pacte pour un enseignement d'excellence" onder de aandacht te brengen, namelijk de pilootplannen.

Zoals u weet, voorziet het Pacte een pilootplan per school, een soort van rode draad van projecten door het pedagogisch team over 6 jaar.

Onze 4 schoolcentra hebben vrijwillig beslist deel te zijn van de eerste golf en zij hebben hun 4 pilootplannen in mei 2019 overhandigd.

Vervolgens is aan elke school een afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst toegewezen die over het pilootplan moet onderhandelen en het plan valideren in functie van de doelstellingen van de regering.

Deze 4 ontmoetingen hebben plaatsgevonden tijdens de maand juni. Ik was bij elke ontmoeting aanwezig als vertegenwoordigster van de inrichtende macht. Het was voor elke school een verrijkende ontmoeting die toegelaten heeft de rijkdom en diversiteit van de

projecten van elk van onze scholen in het daglicht te stellen.

Vervolgens zijn deze pilootplannen grondig bestudeerd door de zonedirecteurs om de laatste aanpassingen te bespreken.

Eind augustus zijn de 4 pilootplannen, die het resultaat zijn van een gigantisch werk van alle opvoedingsteams, goedgekeurd en voor de 6 komende jaren doelstellingenovereenkomsten geworden.

Deze overeenkomsten worden nu in onze scholen ingevoerd en zullen aanleiding geven tot een reeks projecten en opleidingen. De samenwerking zal hierbij centraal staan. Deze overeenkomsten zullen van dichtbij gevolgd worden door de dienst onderwijs in samenwerking met onze pedagogische raadgever.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 22:00  
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Christian Grétry